Audience de confirmation des charges

(Audience publique)

ICC-02/11-01/11

1 Cour pénale internationale

2 Chambre préliminaire I

3 Situation en République de Côte d'Ivoire - Affaire *Le Procureur c. Laurent*

4 *Gbagbo* - n° ICC-02/11-01/11

5 Audience de confirmation des charges

6 Juge Silvia Fernández de Gurmendi, Président - Juge Hans-Peter Kaul - Juge

7 Christine Van den Wyngaert

8 Audience de confirmation des charges

9 Jeudi 28 février 2013

10 Audience publique

11 (*L'audience publique est ouverte à 14 h 31*)

12 M. L'HUISSIER : Veuillez-vous lever.

13 L'audience de la Cour pénale internationale est ouverte.

14 Veuillez vous asseoir.

15 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT FERNÁNDEZ DE GURMENDI : Bonjour.

16 L'audience est ouverte.

17 Madame le greffier d'audience, veuillez appeler l'affaire, s'il vous plaît.

18 M^{me} LA GREFFIÈRE (interprétation) : Merci, Madame le Président.

19 Situation en République de Côte d'Ivoire, en l'affaire *Le Procureur c. Laurent*

20 *Gbagbo*, ICC 02/11-01/11.

21 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT FERNÁNDEZ DE GURMENDI : Je vous remercie.

22 D'après notre emploi du temps, nous procédons aujourd'hui aux observations

23 finales des parties et du représentant légal commun des victimes, en commençant

24 par le Procureur.

25 Maître MacDonald, vous avez le... la parole.

26 M. MacDONALD : Merci, Madame la Présidente.

27 Alors, Madame la Présidente, Honorables juges, permettez-moi de revenir sur les

28 remarques d'ouverture de M^{me} la Procureur.

1 Les charges qui font l'objet de ces procédures ne concernent que les actes et la
2 responsabilité pénale individuelle de M. Laurent Gbagbo. Ces charges ne sont pas
3 portées contre le peuple de Côte d'Ivoire ni contre un segment de la population.
4 Les charges ne sont pas portées à l'encontre de groupe politiques, nationaux,
5 ethnique ou religieux de Côte d'Ivoire.

6 Les charges portées le sont contre M. Gbagbo qui a commis des crimes, et ce, à
7 l'encontre de l'ensemble de la population de Côte d'Ivoire.

8 Il est aussi utile de rappeler que l'Accusation, dans le cadre de ses enquêtes et de
9 ses poursuites, a sélectionné quatre incidents qui sont représentatifs — pardon —
10 des crimes commis par les forces pro-Gbagbo dans... lors de la crise postélectorale
11 de décembre 2010 à mai 2011 et qui engagent la responsabilité de M. Gbagbo.

12 Nous n'avons pas l'intention, cet après-midi, de revenir sur l'ensemble des
13 présentations de l'Accusation.

14 L'Accusation, de manière précise et concise, s'est attardée de revenir lors de ses
15 présentations sur les éléments de preuve les plus saillants.

16 La Chambre a, maintenant, non seulement le document contenant les charges, la
17 liste des éléments à charge, mais vous avez aussi le fruit de nos présentations. Il
18 revient, donc, maintenant à la Chambre, à cette Chambre, et uniquement celle-ci,
19 de décider de renvoyer M. Gbagbo à procès ou non.

20 L'Accusation s'attardera, dans ses conclusions orales, à revenir sur certains des
21 éléments de preuve et arguments avancés par la Défense de M. Gbagbo.

22 Il est bien certain, vu le temps imparti, que nous ne pouvons revenir sur
23 l'ensemble des éléments de preuve ou arguments avancés par la Défense.

24 Toutefois, permettez-nous, dans un premier temps, de revenir sur certains
25 éléments qui serviront d'exemples, afin d'illustrer nos propos. Par la suite, je vais
26 céder la parole à mon collègue, M. Gallmetzer, qui reviendra sur la question de la
27 responsabilité pénale de M. Gbagbo. Je reprendrai enfin la parole pour conclure
28 notre présentation.

1 Revenons sur l'incident de la RTI.

2 Au *transcript* 18, ET, page 41, lignes 17 à 27, la Défense affirme que la
3 vidéo 0001-0500... 0570, pardon, de la Défense, montre Guillaume Soro s'adresser
4 aux soldats et militaires, soutenant le camp Ouattara en leur demandant de se
5 tenir prêts et d'être mobilisés, pour aller à la télévision. Ensuite, cette vidéo montre
6 les instructions précises données aux militaires d'Alassane Ouattara de se
7 rassembler le jeudi 16 décembre 2010 avec tout l'équipement militaire de combat.

8 La Défense n'a présenté qu'un court extrait de cette vidéo. Elle a omis de montrer
9 le début de ce bulletin de nouvelles présenté à la RTI. Nous vous proposons donc
10 de visionner le début de cette vidéo ; je répète la vidéo se terminant par les
11 chiffres 0570, de la Défense.

12 Alors, nous procédons du début jusqu'à la minute 02:31.

13 (*Diffusion d'une vidéo*)

14 L'extrait suivant, c'est l'extrait qui nous a été présenté par la Défense.

15 Je crois qu'il faut resituer, donc cette vidéo dans son contexte, et les propos dans
16 leur contexte.

17 D'ailleurs, la Cour... l'Accusation encourage la Chambre à visionner l'ensemble de
18 la vidéo, car la Chambre pourra noter que l'un des objectifs de la RTI, dans ce
19 bulletin, est de démontrer — et je cite, à la minute 7:52 — « une collusion entre
20 l'organisation des Nations Unies et l'organisation politique d'Alassane Ouattara. »

21 Cette vidéo, nous vous soumettons, confirme aussi qu'à cette époque, la RTI est au
22 service de M. Gbagbo. D'ailleurs, la RTI associe le pic de la crise à l'ONU et à son
23 représentant, M. Choi qui aurait — et je cite toujours le bulletin — « tenté de faire
24 accepter des résultats illégaux aux yeux de la constitution ivoirienne après
25 le deuxième tour des élections. » Vous trouverez cet extrait à la minute 08:02.

26 Cette association, cette collusion nous amène d'ailleurs à la pièce de
27 l'Accusation 002-0598, plus précisément à la page 0608, et je m'excuse, le rapport, il
28 n'y a pas de version française, je vais donc le citer en anglais, il s'agit du...

1 (*Interprétation*) Le rapport du Haut-commissaire des Nations Unies pour les droits
2 de l'homme sur la situation des droits de l'homme en Côte d'Ivoire.

3 Par la radiotélévision diffusion ivoirienne RTI, radiotélévision d'État, le camp
4 Gbagbo envoie systématiquement des messages ayant un contenu de haine et de
5 xénophobie visant les pro-HRDP et les États membres des COWAS. La RTI
6 présente régulièrement ces informations visant à encourager l'opinion publique,
7 en particulier les jeunes patriotes à attaquer les bâtiments de l'Onuci.

8 Madame la Présidente, Honorables juges, revenons maintenant sur la question
9 justement des jeunes patriotes et miliciens.

10 Au *transcript* T-19, ET, page 39, ligne 8, la Défense affirme, et je cite : « les
11 Parlements sont des lieux de réunion, où des jeunes se rencontrent pour parler,
12 pour débattre des sujets au cœur de l'actualité, de politique, mais aussi d'art, de
13 culture, d'histoire.

14 C'est un lieu de réunion pacifique et d'échanges qui fait partie de la vie citoyenne
15 en Côte d'Ivoire.

16 J'aimerais vous montrer un extrait de la vidéo de l'Accusation 0002-0995. Cette
17 vidéo a été présentée le 4 février 2011 dans le cadre de l'émission Reporters, sur
18 France 24.

19 L'information, d'ailleurs, est toujours disponible sur leur site web.

20 Nous allons visionner les minutes 04:46, à la minute 09:23, tout dépendant du
21 piétage, c'est de la minute 4:00 ou à 07:49.

22 Pour suivre le contenu, je vous réfère aussi transcrit de l'Accusation, 0007-0181, à
23 la page 0185 jusqu'à la page 0187.

24 Je tiens à m'excuser de la longueur de l'extrait, mais nous croyons qu'il est fort
25 instructif de laisser parler ces jeunes patriotes, et de leur message et de leur état
26 d'esprit.

27 (*Diffusion d'une vidéo*)

28 Nous vous soumettons que cet extrait vidéo traduit bien l'état d'esprit qui animait

1 ces parlements et n'ayez crainte, il s'agit bien du parlement de Yopougon, le
2 *transcript* le confirme, et la réécoute, le bureau de recrutement se situait à
3 Yopougon lors de la crise postélectorale. Cette vidéo indique aussi clairement que
4 les jeunes patriotes étaient au service de M. Gbagbo.

5 Cette vidéo corrobore aussi le témoin P-0108 qui affirme que Guy Gberti, le
6 dernier monsieur qu'on a vu sur cette vidéo, était bien le Président du parlement
7 de Yopougon, l'un des bras droit direct de M. Blé Goudé qui selon le témoin
8 distribuait les armes et était impliqué dans les événements qui se sont passés à
9 Yopougon. Je vous réfère à sa déclaration de l'Accusation, 0013-0108, aux
10 paragraphes 28, 87 et 154.

11 Madame la Présidente, Honorables juges, j'aimerais revenir maintenant sur le livre
12 « le commandant invisible raconte la bataille de Abidjan ». La Défense s'appuie
13 sur ce livre pour étayer sa thèse au sujet de la marche des femmes et du climat
14 entre autre qui régnait à Abobo, à l'époque de la crise. Au *transcript* 19, page 12,
15 lignes 13 à 25, la Défense précise — et je cite : « Donc, pendant que certaines
16 femmes faisaient mine de marcher, d'autres étaient couchées et puis on a versé du
17 sang du mouton sur elles. Et c'est cela que nos informaticiens ont filmé pour venir
18 faire des montages. C'est comme cela que cela s'est passé. Ce sont des falsifications
19 que nos informaticiens ont fait qui donnent l'impression que c'est de la réalité et à
20 l'issue du montage, l'œuvre d'art a été présentée et mise sur la tête de Gbagbo. ».

21 À ce moment-là on citait le livre

22 Et la Défense de continuer dans son exposé : « Ce récit, comme je l'ai indiqué,
23 vient d'un membre du Commando invisible, du commandant du théâtre des
24 opérations.

25 Encore une fois, le Procureur n'est pas obligé d'accepter, sans vérification, les
26 paroles de cet ancien membre du Commando invisible, mais il aurait dû dans ses
27 enquêtes, trouver ce récit. Il aurait dû se demander comment se fait-il que le
28 communiqué officiel des forces pro-Gbagbo coïncide dans les points importants

1 avec le récit d'un membre du Commando Invisible. »

2 La Défense n'a placé sur la liste des éléments de preuve qu'un extrait de ce livre,
3 soit le chapitre intitulé « la guerre d'Abobo ».

4 Posons-nous la question, c'est qui ce commandant ? Qui est l'auteur de ce livre ?

5 Ce commandant se nommerait Semefia Sékou ou encore colonel Sékouba. L'auteur
6 de ce livre porte également un pseudonyme, mais la page de couverture indique
7 Germain Séhouhéhé... Séhoué, pardon. Il se décrit comme autodidacte, et
8 journaliste au quotidien le Temps. Le journal *Le Temps*, il n'est pas inutile de le
9 rappeler, c'est un journal qui fait de la propagande pro-Gbagbo. Il n'est pas inutile
10 de rappeler que ce journal titrait le 24 juillet 2012 « Les aveux des juges de la CPI ».

11 Revenons au livre.

12 Ledit commandant aurait été détenu à la maison d'arrêt et de correction
13 d'Abidjan, la MACA. Et les interviews auraient été réalisées au téléphone et par
14 SMS. Oui, vous avez bien entendu, par SMS. Le Commandant invisible, aussi,
15 toujours selon le livre, voudrait ardemment témoigner devant la CPI. Il affirme
16 détenir des preuves que M. Gbagbo — et je cite, page 9 du livre : « Serait innocent
17 de tous les chefs d'accusation contre lui. »

18 Alors, une question se pose : pourquoi la Défense s'appuie-elle seulement sur le
19 livre, pourquoi, comme pour d'autres témoins, une douzaine environ sur sa liste à
20 décharge, n'a-t-elle pas une déclaration du témoin lui-même ?

21 La réponse est simple, parce qu'aucun commandant ne répond à ce nom. Aucun
22 commandant qui porterait ce nom n'est détenu ou n'a été détenu en Côte d'Ivoire
23 suite aux violences électorales. D'ailleurs, permettez-moi de lire les raisons pour
24 lesquelles le journaliste en question n'aurait jamais rencontré le commandant à la
25 prison.

26 Alors, je cite l'auteur : « Mais il est hors de question que je m'y rende, en tout cas
27 pas si tôt. D'abord, ces temps-ci, j'ai des handicaps physiques. Ensuite, cette visite
28 peut m'attirer des ennuis. Chercher à rencontrer le commandant invisible à la

1 MACA avec tout ce que le pouvoir lui reproche en ce moment ne serait pas
2 prudent. »

3 Soyez rassurés, si le journaliste ne s'est jamais rendu à la MACA, c'est tout
4 simplement parce que le commandant invisible n'y était pas.

5 Et pour revenir sur la phrase, et la citation de la Défense, ce livre est au service de
6 M. Gbagbo. Il ne sert qu'à corroborer et a été écrit avec l'objectif de corroborer le
7 communiqué officiel des forces pro-Gbagbo, et non l'inverse, comme allégué par la
8 Défense. D'ailleurs, ce livre a été écrit en 2012, publié en juin 2012.

9 Madame la Présidente, Honorables juges, l'Accusation ne nie pas l'existence du
10 Commando invisible. L'Accusation ne nie pas qu'il ait pu attaquer et tuer des FDS
11 et des éléments de la police dans le quartier d'Abobo, mais l'existence de ce
12 commando ne justifie en rien le meurtre gratuit de civils, ne justifie en rien le
13 meurtre de femmes le 3 mars 2012... pardon 2011, et encore moins le
14 bombardement du marché le 17 mars 2011.

15 J'aimerais maintenant revenir sur la maxime latine « *auquelle* » la Défense a fait
16 allusion à au moins trois reprises *testis unus testis nullus*.

17 La Défense a fait référence à cette maxime lors de sa présentation au sujet de
18 l'incident du 17 mars 2011, vous pouvez retrouver le tout au transcript 19 ET,
19 page 20, elle a aussi fait référence à cette maxime lorsque référant un témoin de
20 violence sexuelle, au sujet de l'incident de Yopougon, toujours le *transcript* 19,
21 page 36 et enfin, le *transcript*, toujours 19, page 42, toujours au sujet de l'incident
22 de Yopougon. Mais que signifie cette maxime, au juste ? Eh bien, et loin de moi le
23 désir de faire un cours de droit, il s'agit d'un vieil adage de jurisprudence qui
24 s'emploie pour faire entendre que le témoignage d'un seul témoin ne suffit pas
25 pour établir en justice la vérité d'un fait. Autrefois, on avait, en quelque sorte, plus
26 d'égard à la quantité des témoins qu'à la qualité. Un témoin ne faisant... Un
27 témoin ne faisant qu'une demi-preuve, deux témoins formaient la preuve entière.
28 Est-il utile de rappeler qu'évidemment, le droit a évolué, depuis, et surtout, la

1 règle 63, paragraphe 4 du Règlement de preuve et de procédure de cette Cour, qui,
2 clairement, établit qu'aucune corroboration n'est nécessaire pour prouver
3 l'existence d'un crime, et en particulier en matière de violence sexuelle.

4 Mais revenons sur le nombre de victimes civiles lors de l'incident de Yopougon.

5 Je vous rappelle simplement la vidéo de l'Accusation 0020-0395, qui corrobore
6 l'incident et la mort de nombreuses victimes.

7 Madame la Présidente, Honorables juges, la Défense fait grand cas aussi des
8 éléments potentiellement à décharge fournis par certains témoins initiés de
9 l'Accusation, tels P-0009, P-0011, P-0046.

10 Je crois qu'il est utile de rappeler à la Cour... à cette Chambre, pardon, que les
11 témoins ont été interrogés en application de la règle 55-2 et qu'il s'agissait aussi
12 d'un premier entretien. Également, forcément, vu leur position d'autorité et leurs
13 allégeances à M. Gbagbo, à l'époque des faits, ils ont pu chercher à se protéger,
14 ultimement, c'est ça qui est important, la Chambre doit apprécier leurs
15 déclarations au regard de l'ensemble des éléments de preuve versés aux dossiers
16 et surtout à la lumière de l'objet spécifique et limité de l'audience de confirmation
17 des charges.

18 Madame la Présidente, Honorables juges, j'aimerais maintenant citer le
19 témoin P-0044 qui, je crois, traduit bien l'état d'esprit de M. Gbagbo au moment
20 des faits.

21 Et je m'excuse auprès des interprètes qui ont notre texte, j'ai sauté un
22 paragraphe... sciemment sauté un paragraphe, vu le temps qui avance.

23 Allons à la pièce 0014-0590, page 0597, les lignes 225 et suivantes.

24 Et je cite le témoin P-0044 : « Eh bien, je n'ai pas apprécié ce qui s'est passé à la fin,
25 parce qu'on savait que... que, c'est-à-dire comme on dit dans notre jargon, qu'il
26 pleut, qu'il neige, on allait partir. Ça veut dire, ça veut dire que le président a
27 accepté d'aller aux élections, il a fait accepter tout ce qui est venu après. On
28 pouvait éviter dans ce pays, il n'allait même pas avoir une goutte de sang, une

1 goutte de sang n'allait pas verser dans ce pays, si seulement le président Gbagbo
2 acceptait à rendre le pouvoir. Il n'allait rien arriver à personne. Mais moi, ça m'a
3 fait trop mal. Parce qu'il n'a pas voulu, il n'a pas voulu. Il n'a pas voulu quitter le
4 pouvoir, mais en même temps aussi, il n'a pas tenu compte des gens qui le
5 soutenaient, tout ce qui le... qui — pardon — allait leur arriver. Il n'a pas tenu
6 compte de tous ceux qui allaient mourir. Mais il n'a pas voulu quitter, mais il a
7 quitté, il y a eu trop de morts, il y a eu trop de personnes qui ont perdu des choses,
8 et moi, je pense que ça, ça, ça a été sa faute. »

9 Ces propos du témoin P-0044, au sujet du fait que M. Gbagbo n'a pas voulu quitter
10 le pouvoir, trouvent également écho dans l'avertissement de la Haut-commissaire
11 aux droits de l'homme. Le 29 décembre 2010, la Haut-commissaire aux droits de
12 l'homme a envoyé à M. Gbagbo et à certains de ses principaux conseillers en
13 matière de sécurité, des lettres dans lesquelles elle souligne qu'ils sont
14 responsables de l'inquiétante situation sur le plan des droits de l'homme, et qu'ils
15 ont pour obligation de protéger les civils, et rappelle qu'ils sont personnellement
16 responsables des violations des droits de l'homme et des atteintes au droit
17 international humanitaire, commises par les éléments des forces de sécurité se
18 trouvant sous leur commandement ou sous leur contrôle — pièce de l'Accusation
19 0002-0010, page 0022.

20 Madame la Présidente, nous soumettons qu'au regard de l'ensemble de la preuve
21 de l'Accusation, vous avez des motifs substantiels de croire que les quatre
22 incidents retenus se sont produits et que des victimes civiles en étaient la cible. Il
23 ne s'agit donc pas de déterminer si les incidents se sont produits, car la preuve est
24 là. Mais l'objet de cette confirmation est bien de déterminer s'il existe des motifs
25 substantiels que la responsabilité de M. Gbagbo est engagée par rapport à ces
26 incidents. Nous soutenons que c'est le cas.

27 Et je passe maintenant la parole à mon collègue, M. Gallmetzer, qui va revenir sur
28 cet aspect.

1 Je vous remercie.

2 M. GALLMETZER (interprétation) : Bonjour, Madame le Président, Madame,
3 Monsieur les juges.

4 Avant d'entrer dans les détails, j'aimerais rappeler que les éléments de preuve
5 démontrent clairement que les quatre incidents ont été perpétrés par les forces
6 pro-Gbagbo de... pro-Gbagbo, de manière coordonnée, dans la poursuite d'un plan
7 commun, et en exécution des ordres de leur supérieur direct.

8 Je le répète, c'est un lien important, c'est un élément de preuve qui montre un lien
9 entre le terrain et les supérieurs ; c'est important pour notre cause.

10 Alors, je vous invite à réfléchir à ce lien, s'agissant des faits incriminés.

11 Je vais à présent aborder un certain nombre d'éléments de preuve relatifs au mode
12 de responsabilité, et je vais particulièrement parler des arguments avancés par la
13 Défense.

14 Un des arguments clés de la Défense, visant à nier l'existence d'une structure
15 organisée de pouvoir, est la pénurie prétendue de... d'armes dont disposaient les
16 forces pro-Gbagbo. Or, les éléments de preuve montrent de manière abondante
17 que les forces pro-Gbagbo disposaient de suffisamment d'armes. Des armes de
18 guerre ainsi que des armes classiques ont été utilisées pour commettre des crimes.

19 Outre les éléments de preuve qui ont déjà été évoqués au début de ces audiences
20 de confirmation des charges, j'aimerais attirer votre attention sur la déclaration du
21 témoin P-0164, à la page 0471, et la déclaration du témoin P-0239, à la page 0006.

22 Certains des témoins privilégiés indiquent qu'il y avait une pénurie d'armes et que
23 M. Gbagbo était préoccupé par cette pénurie d'armes. Cela dit, il est évident que
24 les forces pro-Gbagbo disposaient de suffisamment d'armes pour commettre les
25 crimes... des crimes contre des civils non armés.

26 De plus, M. Gbagbo a lui-même pris des mesures afin de fournir à ses forces des
27 armes supplémentaires. Les éléments de preuve démontrent que ces subordonnés
28 ont suivi ses ordres et ont acheté de telles armes — voir également le document

1 0021-1290.

2 Comme l'a confirmé un rapport d'un groupe d'experts des Nations Unies —
3 0021-0125, paragraphe 33 — ainsi que par « les » témoins P-0239, à la page 0007,
4 ses efforts ont été couronnés de succès. En effet, peu de temps avant la crise
5 postélectorale, et pendant la crise postélectorale, le régime Gbagbo a reçu des
6 armes supplémentaires.

7 Durant les audiences de confirmation des charges, vous avez demandé à
8 l'Accusation de fournir un organigramme relatif aux jeunes miliciens et aux
9 mercenaires, pour montrer qu'ils étaient sous le contrôle de M. Gbagbo. Vous avez
10 voulu que nous montrions également leur structure et comment ils ont été intégrés
11 dans les FDS.

12 Madame le Président, j'aimerais, à ce stade, vous présenter cet organigramme.
13 Mon collègue va le mettre à disposition sur les écrans, et des copies papier seront
14 distribuées.

15 La première diapositive que vous avez à l'écran montre la structure des jeunes
16 miliciens.

17 Au bas de... de l'écran, l'on peut voir les organisations qui ont été identifiées
18 comme faisant partie de la galaxie patriotique, et avoir pris part également aux
19 actes violents. La galaxie patriotique et les jeunes patriotes sont utilisés pour faire
20 référence aux jeunes patriotes.

21 Charles Blé Goudé était le leader incontesté de ces groupes, et nous savons,
22 d'après les éléments de preuve dont nous disposons, qu'il était très proche de
23 Laurent Gbagbo, et que celui-ci exerçait un contrôle sur les jeunes miliciens par le
24 truchement de Blé Goudé. Le symbole de l'argent montre qu'il y a eu des
25 paiements versés aux chefs des différents groupes de jeunes.

26 De plus, nous avons Simone Gbagbo qui, d'après le témoin 0044 a émis des ordres
27 directs, a donné des ordres directs à Charles Blé Goudé. Nous savons également,
28 d'après les éléments de preuve, que Simone Gbagbo ne pouvait rien faire à l'insu

1 de son mari.

2 Je voudrais attirer votre attention maintenant sur la diapositive suivante, qui
3 démontre comment le CRND est intégré dans la structure.

4 Le CNRD, comme nous l'avons expliqué dans une précédente présentation, est
5 une plate-forme politique qui comprend des dirigeants politiques, notamment, et
6 des dirigeants de nombreux groupes de jeunes violents.

7 Simone Gbagbo était le chef de ce groupe, et Blé Goudé en était membre. Et nous
8 savons également, d'après les... le compte rendu de ces réunions, que Simone
9 Gbagbo consultait son mari avant de prendre une quelconque action.

10 Madame le Président, nous vous présentons également une autre... un autre
11 document qui comprend toutes les références ERN qui confirme ce que nous
12 venons de vous démontrer.

13 Permettez-moi maintenant de parler maintenant d'une structure parallèle, par le
14 biais de laquelle M. Gbagbo exerçait un contrôle sur les miliciens. Il s'agit de la
15 structure des FDS.

16 À l'écran, vous pouvez voir les cinq branches des FDS...

17 M^e ALTIT : Madame le Président...

18 M. GALLMETZER (interprétation) : ... qui ont participé à la commission des
19 crimes.

20 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT FERNÁNDEZ DE GURMENDI : Excusez-moi.

21 Oui ?

22 M^e ALTIT : Pardon de vous interrompre.

23 Madame le Président, la Défense souhaiterait savoir l'origine de ces pièces, et si
24 ce... si ça a été constitué par le Bureau du Procureur. Et plus généralement, la
25 Défense s'étonne du procédé qui consiste à amener de... des pièces en dernière
26 minute, en particulier des organigrammes qui auraient dû être présentés,
27 logiquement, au début de la présentation des preuves du Procureur. Mais en tout
28 cas, nous souhaiterions savoir ce que sont ces pièces, elles ne nous ont pas été

1 divulguées... elles ne nous ont pas été divulguées.

2 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT FERNÁNDEZ DE GURMENDI : Je vous remercie.

3 M. MacDONALD : Madame la Présidente, premièrement, l'Accusation se...
4 s'appuie uniquement sur des éléments sur sa liste des éléments à charge. Tel que
5 mentionné par mon collègue, toutes les références seront fournies. Il s'agit d'une
6 présentation PowerPoint, au soutien de notre présentation finale orale. Et c'est
7 suite à la demande de la Chambre elle-même que nous fournissons dès
8 maintenant. On avait l'option de le faire à l'écrit, on s'est dit : pourquoi pas
9 prendre les devants, le faire ici, dans la... dans cette enceinte.

10 Alors, n'ayez crainte, il n'y a pas de surprise, on n'a pas inventé, on s'est basé sur
11 les éléments à charge.

12 Je vous remercie.

13 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT FERNÁNDEZ DE GURMENDI : Je vous remercie.

14 Vous pouvez continuer, s'il vous plaît.

15 M. GALLMETZER (interprétation) : Merci, Madame le Président.

16 La deuxième structure montre la structure des FDS qui comporte cinq unités qui
17 ont été impliquées dans la commission des crimes.

18 Philippe Mangou, le chef d'état-major, a assuré la coordination des activités
19 pendant le conflit armé, pendant la crise et la violence postélectorale. Et il relevait
20 du président Gbagbo, soit en passant par le ministre de la Défense, ou faisait des
21 comptes rendus directement au président.

22 Ensuite...

23 Nous éprouvons quelques difficultés techniques, et je vous prie de nous en
24 excuser, Madame le Président.

25 Ici, l'on peut voir les unités des FDS, dans lesquelles ont été intégrés les jeunes
26 miliciens, notamment ceux qui font partie du cadre orange.

27 En haut, à droite, l'on peut voir des encadrés avec le nom de Charles Blé Goudé et
28 Dogbo Blé, qui était chargé des jeunes miliciens, qui en assurait la coordination et

1 l'intégration ainsi que l'instruction.

2 Enfin, la dernière diapositive montre comment les mercenaires ont été intégrés
3 dans les FDS. Notamment les unités que l'on peut voir surlignées en vert. Il y a
4 également le nom de ceux qui ont joué des rôles clés dans le recrutement et le
5 financement ainsi que dans le cadre d'autres taxes... tâches. Nous vous fournirons
6 les références ERN pertinentes.

7 Permettez-moi de poursuivre ma présentation maintenant.

8 L'Accusation se fonde, entre autres, sur le fait que le président Gbagbo, que
9 M. Gbagbo, exerçait un contrôle de jure sur les forces pro-Gbagbo.

10 Mais ce faisant, l'Accusation n'a pas indiqué qui avait remporté les élections. Dans
11 notre déclaration liminaire, nous avons précisé que, en l'espèce, l'enjeu n'était pas
12 la partie qui a remporté les élections. L'Accusation fait valoir, par contre, que les
13 forces pro-Gbagbo ont continué à considérer M. Gbagbo comme étant le chef
14 d'État légitime et le commandant en chef des forces armées, en application de la
15 loi nationale, ce qui lui a garanti un contrôle sur eux. M. Gbagbo a continué à
16 dépendre des mêmes acteurs étatiques qui étaient au pouvoir avant les élections,
17 ainsi que sur les mêmes structures étatiques et systèmes de pouvoir.

18 Que M. Gbagbo ait remporté les élections ou pas, la même organisation d'État qui
19 existait avant les élections a continué à exercer un pouvoir après les élections et a
20 été utilisé par M. Gbagbo afin d'exécuter la politique et commettre les crimes.

21 S'agissant de la contribution au crime, et notamment la question de la coordination
22 du plan commun, la Défense avance qu'il n'existe pas d'éléments de preuve qui
23 démontrent que les réunions de M. Gbagbo avec des membres de son entourage
24 immédiat, ainsi que les réunions des FDS au quartier général, ou les autres
25 réunions convoquées par Simone Gbagbo, avaient pour but de mettre en œuvre le
26 plan commun. Or, les éléments de preuve qui ont été débattus lors des audiences
27 de confirmation de charges montrent que ces discussions et ces réunions, ont
28 permis à Gbagbo de donner des ordres, l'ordre de déployer l'armée contre les

1 manifestants. C'est lors de ces réunions que M. Gbagbo a ordonné à ses
2 subordonnés de tenir bon à Abobo, d'acheter des armes supplémentaires, et de
3 recruter des jeunes miliciens pour les intégrer dans les FDS.

4 Les généraux ont ensuite discuté des ordres reçus de M. Gbagbo et ont discuté de
5 la manière de les mettre en œuvre. Ils ont exécuté des ordres même quand ils
6 n'étaient pas d'accord. Les éléments de preuve démontrent que l'ordre de déployer
7 l'armée contre des manifestants pacifiques n'était pas justifié par la situation sur le
8 terrain, et que les généraux des FDS lui ont déconseillé de le faire. Pourquoi ?
9 Parce que les manifestants n'étaient pas armés.

10 Quoi qu'il en soit, M. Gbagbo a insisté pour que l'on exécute ses ordres.

11 De la même manière, les réunions convoquées par Simone Gbagbo, y compris les
12 réunions du CRND, avaient pour but de faire en sorte que M. Gbagbo maintienne
13 le pouvoir. Et nous avons montré cela lors de nos présentations, en particulier la
14 présentation de M. Dutertre.

15 Permettez-moi de préciser, dans ce contexte, que dans la transcription T-20, page
16 24, lignes 11 à 13, la Défense a mal cité le compte rendu de la réunion de M^{me}
17 Gbagbo.

18 Cela dit, l'ordre du jour précise clairement que c'était une incitation à une réplique
19 pour les FDS à armes réelles. Et dans ce contexte, cette citation est
20 fondamentalement différente. Le témoin P-0044 résume cela en disant que,
21 pendant la crise, tous les dirigeants du LMP étaient très attachés au président. Ils
22 ont soutenu M. Gbagbo dans sa lutte afin de le maintenir au pouvoir.

23 De plus, contrairement à ce que prétend la Défense, M. Gbagbo n'a pas seulement
24 tenu trois réunions avec les généraux des FDS. Selon le témoin P-0046, pendant la
25 crise postélectorale, il y a eu au moins 10 réunions, en la présence du président,
26 auxquelles ont assisté tous les généraux des FDS et certains ministres. Il y a
27 également des éléments de preuve qui montrent que le chef d'état-major de
28 l'armée était en contact constant avec le président et qu'il l'appelait même souvent

1 la nuit, très tard.

2 S'agissant de la question des ordres donnés par M. Gbagbo, Madame le Président,
3 l'Accusation souhaiterait souligner qu'elle a présenté des éléments de preuve
4 émanant directement des destinataires de ces ordres et des instructions. Non
5 seulement ces personnes peuvent nous fournir des preuves fiables quant à leur
6 existence, l'existence de ces ordres (*phon.*), mais ils peuvent également nous
7 confirmer que les ordres ont été exécutés.

8 La Défense, quant à elle, confirme que M. Gbagbo a bel et bien donné des
9 instructions à ses forces. La Défense avance que les seules instructions de
10 M. Gbagbo, s'agissant d'Abobo, étaient — et je cite « de mettre fin aux actions
11 répréhensibles du Commando invisible à Abobo et de libérer un passage
12 international transitant par Abobo ». Voir la transcription T20, page 24,
13 lignes 11 à 13.

14 Les éléments de preuve démontrent que ce n'était pas la seule instruction donnée
15 par M. Gbagbo en ce qui concerne Abobo, mais cette affirmation de la part de la
16 Défense corrobore le fait que M. Gbagbo disposait d'une autorité nécessaire pour
17 donner des ordres à ses forces, et qu'il était au courant du fait que ses forces
18 disposaient des moyens nécessaires pour exécuter les ordres en ce qui concerne le
19 Commando invisible.

20 Quelques remarques au sujet du mode de responsabilité.

21 L'Accusation a choisi de porter des accusations à l'encontre de M. Gbagbo, en
22 application de l'article 24-3-a et d, car ces modes couvrent la totalité du
23 comportement criminel de M. Gbagbo.

24 L'Accusation fait valoir que la Chambre devrait permettre que le comportement de
25 M. Gbagbo, dans son ensemble, fasse l'objet de la présente procédure.
26 Évidemment, en respectant le critère applicable.

27 Cela dit, comme nous l'avons dit précédemment, tous les autres modes de
28 responsabilité, à l'exception de la commission directe en application de

1 l'article 25-3-a, sont constitués par les faits et les circonstances compris dans la
2 présente affaire, cela s'applique également à l'article 28.

3 La question qui a été posée par la Défense... par la Chambre à l'Accusation permet
4 aux parties de prendre note de ce qui suit : les parties ont eu l'occasion de formuler
5 des observations et continueront à avoir l'occasion de le faire, dans le cadre de leur
6 mémoire en clôture écrit.

7 Par conséquent, l'Accusation est d'avis que la Chambre devrait, en plus de
8 confirmer les charges en vertu de l'article 25-3-a et d, inclure les charges en vertu
9 de l'article 28. La Défense estime que les articles 25-3-a et d sont incompatibles, car
10 la même personne ne peut être en même temps auteur principal et complice.

11 Par conséquent, la Défense avance que la Chambre ne devrait pas retenir les
12 charges en vertu de l'article 25-3-d, si elle est persuadée que l'Accusation a satisfait
13 aux critères... ou à la charge... en vertu de l'article 25-3-a. Or, la... il n'appartient
14 pas à la Chambre de se prononcer sur la culpabilité ou de l'innocence de l'accusé,
15 c'est à une Chambre de première instance de statuer sur ce point.

16 Deuxièmement, du point de vue juridique, tous les modes de responsabilité
17 restent ouverts à la discussion, et ce, pendant toute la procédure. C'est pourquoi
18 les articles 74-2 et le Règlement 55 autorisent la Chambre de première instance de
19 procéder à une requalification juridique des faits et circonstances, et ce jusqu'à la
20 fin du procès, sous réserve de respecter les principes de procès équitable et de
21 diligence du procès.

22 Troisièmement, nous estimons qu'il est de l'intérêt de la Défense de promouvoir
23 les principes d'un procès équitable, que la Défense bénéficie d'une notification
24 rapide, que d'autres modes de responsabilité pourraient être envisagés par la
25 Chambre.

26 Voilà qui met fin à ma présentation.

27 Je redonne la parole à mon collègue, M. MacDonald.

28 M. MacDONALD : Madame la Présidente, Honorables juges, je vois qu'il nous

1 reste environ cinq minutes. On aura peut-être l'indulgence de la Cour si jamais je
2 ne rentre pas dans les cinq minutes, mais je crois que je vais y arriver.

3 Ceci m'amène à mentionner, comme y a fait référence mon collègue, qu'il y aura
4 des conclusions écrites, et que celles-ci, théoriquement je crois, sont limitées à
5 20 pages.

6 Alors, j'inviterais peut-être la Chambre, je fais cette demande à cette étape-ci, de
7 nous permettre d'étendre — et je laisse le tout à la discrétion de la Chambre —,
8 mais d'une dizaine à 20 pages, environ, ces 20 pages pour qu'on puisse,
9 évidemment, revenir un peu plus en détails sur certains des éléments qui sont au
10 cœur de cette affaire.

11 L'Accusation rappelle que M. Gbagbo est accusé d'avoir, en tant que coauteur
12 indirect, ou alternativement, d'avoir contribué à la commission du meurtre d'au
13 moins 166 personnes, le viol de 34 femmes et jeunes filles, au moins, et le fait
14 d'avoir infligé à 94 personnes au moins des atteintes graves à l'intégrité physique
15 et de grande souffrance, ou à titre subsidiaire, d'avoir attenté à leur vie.

16 En outre, M. Gbagbo doit aussi répondre du crime contre l'humanité, de
17 persécution pour des motifs d'ordre politique, national, ethnique et religieux, à
18 l'encontre d'au moins 294 victimes.

19 Et encore une fois, pour chacun des incidents, nous avons pris la fourchette basse.

20 Madame la Présidente, Honorables juges, l'Accusation a fourni les preuves à
21 l'appui de ce qu'elle avance. L'Accusation s'appuie sur des déclarations de témoins
22 initiés. L'Accusation s'appuie sur des déclarations de témoins victimes.

23 L'Accusation s'appuie sur des témoins oculaires. L'Accusation s'appuie également
24 sur des extraits ou des enregistrements vidéo, et aussi sur des rapports d'ONG et
25 des Nations Unies.

26 L'Accusation se fonde aussi sur des éléments de preuve documentaires et
27 informatiques qui ont été saisis, y compris des documents dans la résidence et le
28 palais présidentiel de M. Gbagbo.

1 La Défense peut bien alléguer que nous aurions dû faire ceci, ou encore enquêter
2 cela, mais un fait demeure, ce n'est pas la quantité qui compte, mais bien la qualité
3 de cette preuve. Nous vous remercions de votre attention.

4 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT FERNÁNDEZ DE GURMENDI : Je vous remercie.
5 Nous allons maintenant suspendre l'audience pendant 30 minutes, et nous
6 reprendrons à 16 h.

7 M. L'HUISSIER : Veuillez vous lever.

8 *(L'audience publique, suspendue à 15 h 28, est reprise à 16 h 00)*

9 M. L'HUISSIER : Veuillez vous lever.

10 Veuillez vous asseoir.

11 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT FERNÁNDEZ DE GURMENDI : Nous allons
12 continuer maintenant avec la déclaration de clôture de... le représentant légal
13 commun des victimes.

14 Madame Massidda, vous avez la parole.

15 M^{me} MASSIDDA : Je vous remercie, Madame la Présidente.

16 Madame la Présidente, Madame et Monsieur les juges.

17 M. Laurent Gbagbo est soupçonné d'être coauteur indirect de quatre chefs de
18 crimes contre l'humanité : meurtres, viols, persécution et autres actes inhumains
19 commis pendant les violences postélectorales de 2010-2011.

20 Le refus de M. Gbagbo de reconnaître la victoire électorale de son rival,
21 Alassane Ouattara, et de quitter son poste après 10 ans au pouvoir, a plongé la
22 Côte d'Ivoire dans une violente crise longue de six mois qui coûta la vie à près
23 de 3 000 personnes indépendamment de leur préférence politique.

24 Les victimes ont entendu la Défense expliquer — je cite : « C'est le président
25 Gbagbo qui a introduit le multipartisme en Côte d'Ivoire. Son engagement pour la
26 démocratie, c'est l'engagement de toute une vie. Il semblerait que les événements
27 qui nous occupent depuis deux semaines tendent à remettre quelque peu en cause
28 cette affirmation.

1 Les attaques commises par les forces pro-Gbagbo entre le 27 novembre 2010 et
2 le 8 mai 2011 dans le cadre d'un plan tel que décrit par l'Accusation revêtaient un
3 caractère généralisé et systématique étaient dirigées contre des communautés
4 ethniques ou religieuses spécifiques.

5 Des centaines d'adversaires civils ont été attaqués, pillés, blessés, victimes de viol
6 en conséquence de cette politique. »

7 La Défense a bien tenté de nous, de vous faire croire qu'un conflit armé non
8 international se déroulait en Côte d'Ivoire depuis 2002 et jusqu'au 8 mai 2011, et
9 qu'ainsi, il y aurait, d'un côté, des combattants s'affrontant et, de l'autre, des civils,
10 et qu'en tout état de cause, les rebelles sont seuls responsable des violences
11 perpétrées à l'encontre de civils appuyés par la communauté internationale, la
12 France en particulier.

13 Mais paradoxalement, la Défense est aussi capable de démontrer que le FDS,
14 l'armée régulière, donc, n'était pas sous le contrôle de M. Gbagbo, puisque
15 composée également des soldats pro-Ouattara, donc, je cite : « Profondément
16 divisées pour des raisons politiques, et manquant de moyens. »

17 Même si lors de la même audience, encore, la Défense a reconnu que Blé Goudé a
18 appelé à la conscription, soi-disant, pour canaliser les actions des jeunes
19 supporteurs pro-Gbagbo. Je représenterais, dès lors, de simples dommages
20 collatéraux ou des civils utilisés comme boucliers humains par les rebelles gardant
21 à l'esprit que les FDS n'avaient pas d'armes et qu'en tout état de cause, le mot
22 d'ordre, toujours selon la Défense, était de se défendre — je cite : « Sans armes, à
23 mains nues », ou encore de se montrer courtois envers la population et de n'user
24 que de moyens conventionnels.

25 Ceci expliquerait aussi l'existence d'une cache d'armes dans la résidence
26 présidentielle. En fait, elle se trouvait là justement parce que M. Gbagbo ne voulait
27 pas que ces armes soient utilisées.

28 Madame la Présidente, Madame et Monsieur le juge, la Défense vous a, à maintes

1 reprises, incités à être sérieux.

2 Les victimes vous exhortent à ne pas laisser la Défense les rabaisser de la sorte et
3 entendre leurs cris, comme M^e Baroan vous l'a demandé au cours de l'audience
4 du 20 février dernier. Elle vous a indiqué qu'en tant que défenseur des droits de
5 l'homme en Côte d'Ivoire et née de père malinké, elle savait de quoi elle parlait
6 quand elle parle de victimes. Elle s'est félicitée — je cite — « que pour la première
7 fois, la justice pénale internationale fasse naître une lueur dans les ténèbres d'une
8 civilisation de plus en plus violente, et fait une place dans l'arène internationale à
9 ses victimes. »

10 Quelle place, Madame la Présidente, Madame et Monsieur les juges ?

11 Les victimes ont écouté la Défense indiquer que la marche des femmes a été
12 montée de toutes pièces ; que la marche sur la RTI était une marche
13 insurrectionnelle ; que le bombardement du marché d'Abobo n'a pas eu lieu
14 puisque, selon elle, les preuves de l'Accusation seraient floues ; que le massacre de
15 Yopougon, quant à lui, n'a pas eu lieu parce qu'aucun expert militaire et/ou
16 balistique n'a été appelé par l'Accusation pour corroborer ses dires ou analyser la
17 plausibilité des soi-disant bombardements et les circonstances dans lesquelles il
18 aurait eu lieu.

19 Pour étayer ses conclusions, la Défense a donné une leçon conséquente sur ce que
20 l'Accusation aurait dû faire. Pourtant, elle ne s'est jamais donné la peine
21 d'apporter de quelconques preuves à cet égard, arguant qu'il s'agirait d'un
22 renversement de facto de la charge de la preuve. Outre un grand nombre
23 d'affirmations gratuites et non étayées, la Défense s'est appuyée principalement
24 sur un livre anonyme, quand ce n'est pas sur — je cite — « le journal français le
25 mieux informé » le Canard enchaîné, selon la Défense ou des rapports d'ONG qui
26 ne sauraient fonder la preuve de l'Accusation, ce qui n'est visiblement pas
27 réciproque, et c'est alors, que du propre aveu de la Défense, les preuves anonymes
28 ont une très faible valeur probante.

1 Peut-être, la Défense aurait-elle pu lire plus attentivement les demandes de
2 participation de mes clients qui lui ont été transmises pour les besoins de la
3 règle 89.

4 Pour une fois, elle ne pourra pas évoquer une divulgation tardive. La Défense y
5 aurait sans aucun doute trouvé des éléments de réponse à ses questions, y compris
6 qu'un nombre important de ces victimes sont des femmes. À moins que les Forces
7 nouvelles soient majoritairement composées de femmes, on comprend mal le
8 développement de la Défense sur le fait que — je cite : « Un certain nombre de
9 victimes, et certainement un nombre considérable, pourrait être des militaires
10 membres des Forces nouvelles et des différentes formations rebelles qui
11 sévissaient en Côte d'Ivoire depuis 2002 et qui étaient plus qu'actifs au moment
12 des faits incriminés dans la présente affaire. »

13 *Ad impossibilia nemo tenetur*

14 Ce serait oublier que selon la Défense, elle ne pouvait être considérée comme
15 victime puisque les exactions supposément commises par le clan pro-Ouattara ne
16 sont pas poursuivies. Rappelons tout de même que la Défense, elle-même, a admis
17 au deuxième jour de cette audience — je cite : « Il ne peut y avoir de bonnes ou de
18 mauvaises victimes ».

19 Incidemment, et puisque la Défense, a encore hier, a tenté de vous expliquer la
20 signification des slogans électoraux et pour vous montrer que des affirmations
21 gratuites s'appuyant sur des définitions dans des dictionnaires ne peuvent pas être
22 prises en compte, je souhaite attirer votre attention sur un discours prononcé par
23 Simone Gbagbo, le 15 janvier 2011, au cours d'un meeting de jeunes au palais de la
24 culture d'Abidjan — je cite : « Comme vous ne voulez pas qu'on dise son nom, je
25 vous propose qu'on l'appelle "le chef bandit", et donc quand je dirai "chef bandit",
26 vous saurez de qui nous parlons. »

27 Elle a ajouté : « La vérité finit toujours par triompher. Elle a encore triomphé. Le
28 chef bandit n'a pas gagné les élections. »

1 L'ancienne première dame continuait : « La nation, votre mère, vous appelle. Vous
2 n'avez qu'une seule Côte d'Ivoire, et donc, une seule mère. Aujourd'hui, le diable
3 et ses acolytes la menace. Vous devez la défendre contre celui qui veut la
4 dénaturer et la prostituer par ses mensonges et son banditisme. Alassane Dramane
5 Ouattara doit être renvoyé à Sindou au Burkina, chez lui. »

6 Madame la Présidente, Madame, Monsieur les juges, les éléments de preuve qui
7 vous ont été soumis démontrent clairement que les événements s'inscrivent dans
8 la volonté de M. Gbagbo de garder le pouvoir à tout prix, y compris avec l'usage
9 de la force létale et que les victimes étaient bel et bien des civils.

10 Les victimes soutiennent, à l'instar de l'Accusation, que les crimes reprochés à
11 M. Gbagbo ont été perpétrés dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan
12 soigneusement organisé dont le but était le maintien au pouvoir du suspect à
13 travers l'utilisation tant de moyens privés que publics.

14 Toutes les victimes que je représente sont, je le répète, des civils arrêtés alors qu'ils
15 se rendaient à des marches pacifiques, parfois enlevés, torturés, détenus sans
16 raison pendant des semaines dans des préfectures de police ou des centres de
17 détention, violés ou dont les proches ont été tués lors d'attaque dirigées contre eux
18 dans des lieux publics, des lieux de culte, dans leurs maisons et propriétés,
19 persécutés à cause de leur nom de famille, leur pays d'origine ou leur quartier de
20 résidence.

21 Là encore, la Défense a tenté de nous faire croire que M. Gbagbo n'avait aucune
22 intention discriminatoire et que même au sein de son gouvernement, il y avait des
23 membres d'ethnies différentes. Mon estimé confrère ivoirien nous a également
24 expliqué qu'en Côte d'Ivoire, il n'y aurait pas de différence entre ressortissants du
25 Sud, du Nord, de l'Est ou de l'Ouest. C'est faux. Toutes les victimes que je
26 représente relatent les événements en tant que commis pour cibler des ethnies
27 spécifiques.

28 Leurs agresseurs les ont bien identifiées en tant que supporters de Ouattara ou

1 assimilées aux supporteurs de Ouattara, de par leur origine, ethnie, religion endroit
2 de résidence, ou en tous cas, de par la perception que leurs agresseurs avaient de
3 leur origine, ethnie, religion.

4 Contrairement à ce que semble penser la Défense, certaines victimes que je
5 représente connaissent bien l'identité de leurs agresseurs, puisque, comme je l'ai
6 déjà dit dans mes déclarations liminaires, elles vivent dans les mêmes quartiers.
7 Ce sont leurs voisins, leurs anciens camarades de classe.

8 Dans ce contexte, il leur est difficilement supportable que la Défense se déclare
9 meurtrie face au récit d'un témoin victime de viol, non sans préciser que les viols
10 sont des actes — je cite : « Révoltants, indignes, abominables, inqualifiables. » et
11 insistant sur le fait que malheureusement les viols sont légion lors de troubles à
12 l'ordre public puisque ceux-ci créent — et je cite encore : « Un environnement
13 criminogène » ou de citer un rapport d'ONG, ce qui, j'insiste ne peut pas faire
14 l'Accusation, pour relater le récit d'une victime de viol appartenant visiblement au
15 clan pro-Ouattara.

16 Les éléments de preuve présentés par l'Accusation tout au long de cette audience
17 montrent que les cibles étaient choisies en raison d'origine, ethnie, religion. Ils
18 montrent également qu'il y a des motifs substantiels de croire que M. Gbagbo a
19 commis les crimes qui lui sont imputés.

20 Contrairement à ce que la Défense affirme, les éléments de preuve présentés par
21 l'Accusation démontrent clairement que les attaques étaient généralisées,
22 récurrentes et systématiques.

23 Je ne m'attarderai pas, Madame la Présidente, Madame et Monsieur les juges, sur
24 les définitions juridiques et les interprétations jurisprudentielles des différents
25 éléments des infractions qui seront amplement développés lors de nos
26 soumissions écrites.

27 Pour mes propos, aujourd'hui, il suffit de rappeler, en ce qui concerne les attaques,
28 qu'il s'agissait bien d'une campagne ou d'une opération dirigée contre la

1 population civile au sens d'un comportement tel que visé par l'article 7-2-a du
2 Statut.

3 La population civile était bien la cible principale de l'attaque menée en application
4 ou dans la poursuite de la politique d'un État, ayant pour but une telle attaque.

5 On ne peut non plus nier que l'attaque était généralisée, commise sur une grande
6 échelle et, donc, massive, fréquente, menée collectivement d'une gravité
7 considérable et dirigée contre un grand nombre de... de victimes.

8 Or, les éléments de preuve de l'Accusation ont démontré qu'il y a eu de
9 nombreuses attaques contre des civils originaires du nord de la Côte d'Ivoire et
10 des pays voisins de l'Afrique de l'ouest. L'Accusation elle-même a indiqué que les
11 quatre épisodes retenus dans son document amendé de notification des charges ne
12 représentent que des exemples et que le nombre des victimes retenu est estimé —
13 je cite l'Accusation encore cet après-midi — « à la fourchette basse ».

14 Les descriptions des événements faites par les victimes corroborent les éléments
15 de preuve présentés par l'Accusation, et notamment ceux qui se référaient aux
16 attaques récurrentes contre les mosquées, aux viols perpétrés souvent sous la
17 menace d'une arme, en brutalisant, humiliant et dégradant les victimes, parfois
18 devant des membres de leurs familles laissés impuissants. Tels actes ont eu sur les
19 victimes un impact et des conséquences qui les touchent dans leur quotidien et à
20 long terme. Ainsi, de nombreuses victimes souffrent encore d'humiliation et
21 stigmatisation. Certains souffrent de blessures, de maladies consécutives aux
22 traitements inhumains qui leur ont été infligés dans des centres de détention ou
23 même dans les rues où ils étaient en train de manifester pacifiquement.

24 Madame la Présidente, Madame et Monsieur les juges, c'est bien la population
25 civile qui était visée lors de ces attaques, non les rebelles. Il ne saurait en être
26 autrement dans le cas d'attaques au mortier d'un quartier densément peuplé, d'un
27 marché, dans le cas d'attaques de mosquées, de répressions de manifestations
28 pacifiques — eurent-elles préalablement autorisées ou non.

1 Il est difficilement tolérable pour les victimes d'entendre la Défense expliquer que
2 les événements dont elles ont souffert ne dépendraient que de — je cite — « la
3 criminalité ordinaire à Abidjan pendant la période postélectorale et » — je cite
4 encore — « s'inscrivent dans le banditisme inhérent, malheureusement, à toute
5 société dans les temps de troubles », ou pire, qu'elles n'ont même pas existé.

6 En ce qui concerne la responsabilité du suspect et le mode de responsabilité
7 envisagé.

8 La responsabilité de M. Laurent Gbagbo est envisagée par l'Accusation en tant que
9 « coperpéteur » conformément à l'article 25-3-a du Statut de Rome, incluant des
10 crimes perpétrés par des personnes qu'il a utilisées dans le cadre du plan commun
11 élaboré afin de garder le pouvoir.

12 La coperpéteur, donc, comme une division fonctionnelle des tâches criminelles
13 entre au moins deux perpéteurs liés par un plan commun.

14 L'existence d'un plan commun a été démontrée par l'Accusation, qui a également
15 expliqué que les forces pro-Gbagbo menaient des actions concertées et
16 coordonnées, conscientes que la mise en œuvre du plan commun aboutirait à la
17 commission des crimes.

18 Les Chambres de la Cour ont identifié huit éléments définissant la portée de la
19 responsabilité pénale individuelle sous forme de commission conjointe par
20 l'intermédiaire d'une autre personne, en vertu de l'article 25-3-a du Statut de
21 Rome.

22 Un, le suspect doit faire partie d'un plan commun d'un accord avec une ou
23 plusieurs personnes.

24 Deux, le suspect et les autres coauteurs doivent apporter une contribution
25 essentielle et coordonnée aboutissant à la réalisation des éléments matériels du
26 crime.

27 Trois, le suspect doit avoir le contrôle sur l'organisation.

28 Quatre, l'organisation doit bénéficier d'un appareil de pouvoir organisé et

1 hiérarchique.

2 Cinq, la commission d'un crime doit être assurée par l'obéissance automatique aux
3 ordres donnés par le suspect.

4 Six, le suspect doit satisfaire aux éléments subjectifs des crimes.

5 Sept, le suspect et les autres coauteurs doivent, de manière partagée, savoir et
6 admettre que la réalisation des éléments objectifs des crimes résultera de la mise
7 en œuvre de leur plan commun.

8 Et huit, le suspect et les autres coauteurs doivent connaître les circonstances de
9 faits qui leur permettraient d'exercer conjointement (*phon.*) un contrôle sur les
10 crimes.

11 Dans la présente affaire, le Procureur a démontré, *inter alia*, que le suspect donnait
12 parfois directement des ordres au général M'bia Bredou.

13 Le suspect et son entourage immédiat donnaient des ordres à leurs subordonnés
14 au sein des diverses unités des FDS, et leurs ordres étaient exécutés de façon
15 coordonnée.

16 Le suspect donnait des instructions à Blé Goudé, ministre de la Jeunesse.

17 Le suspect ordonnait au ministre de la Défense de recruter des soldats au sein des
18 FDS avant et pendant les violences postélectorales.

19 Le suspect ordonnait à ses subordonnés d'acheter des armes à l'étranger.

20 Le suspect donnait des instructions aux commandants, dans le cadre des
21 opérations.

22 Et enfin, il a ordonné à ses subordonnés de mettre en œuvre le plan commun.

23 La théorie de la responsabilité pénale individuelle telle qu'exposée par
24 l'Accusation, en vertu de l'article 25-3-a du Statut, et relative à la coperpétration, a
25 été largement étayée.

26 Les victimes soumettent qu'eu égard au fait que les autres formes de la
27 responsabilité pénale énoncées aux articles 25-3-b, 25-3-c, 25-3-d et 28 du Statut
28 sont subsidiaires à celles énoncées à l'article 25-3-a ; elles ne sauraient être

1 examinées que si la Chambre devait décider que le suspect ne saurait être
2 considéré comme auteur principal du crime qui lui est imputé en qualité de
3 coauteur.

4 Enfin, quelques mots en ce qui concerne les préjudices subis par les victimes que je
5 représente.

6 Toutes les victimes que je représente aujourd'hui ont souffert de dommages
7 moraux, de dommages matériels, du fait d'avoir subi des violences sexuelles,
8 physiques, des actes de torture et d'atteinte à leur dignité, du fait de la mort de
9 leurs proches et d'avoir été témoins des attaques et des massacres, du fait d'avoir
10 perdu leurs moyens de subsistance et leurs ressources, bien que le crime de pillage
11 ne rentre pas dans les charges retenues par l'Accusation.

12 En conclusion, l'Accusation a démontré qu'il y a des éléments de preuve suffisants
13 pour établir l'existence de motifs substantiels de croire que M. Laurent Gbagbo a
14 commis les crimes qui lui sont reprochés, atteignant le seuil probatoire exigé à ce
15 stade de la procédure, conformément à l'article 61-5 du Statut de Rome.

16 En particulier, il y a des éléments suffisants de croire que :

17 M. Laurent Gbagbo a mis en œuvre un plan commun avec l'aide de son entourage
18 immédiat ainsi que des forces armées afin de garder le pouvoir à tout prix ;

19 M. Laurent Gbagbo était coauteur des crimes consistant à attaquer son adversaire
20 ainsi que ceux qui le soutenaient ou lui étaient assimilés de par leur origine,
21 nationalité ou religion ;

22 M. Laurent Gbagbo avait connaissance du caractère systématique et généralisé des
23 attaques perpétrées qui ciblaient la population civile en raison de leur
24 appartenance ethnique — Dioula, Mossi, Baoulé —, religieuse — musulmans —
25 ou de leur nationalité — citoyens d'États de l'ouest africain, tels que le Mali, le
26 Burkina Faso et le Niger ;

27 que lors des attaques, des violations massives ont été commises, et notamment des
28 viols, des meurtres, des actes inhumains ;

1 que lesdits événements s'inscrivaient dans le crime de persécution pour des motifs
2 d'ordre politique, national, ethnique et religieux, commis contre un grand nombre
3 de victimes.

4 Tous ces faits ont été démontrés par l'Accusation avec des éléments qui sont
5 suffisants au stade de la confirmation des charges pour permettre à la Chambre
6 préliminaire de statuer que les charges alléguées à l'encontre de M. Laurent
7 Gbagbo doivent toutes être confirmées et que ce dernier devrait être renvoyé en
8 jugement.

9 Finalement, bien que les préjudices dont les victimes ont souffert et souffrent
10 encore aujourd'hui n'ont pas été traités au cours de cette audience, l'expression de
11 leur voix, à travers leur participation dans cette procédure, constitue, je l'espère,
12 une manière d'adresser ces préjudices.

13 Je vous remercie.

14 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT FERNÁNDEZ DE GURMENDI : Je vous remercie,
15 Madame Massidda.

16 Je me tourne maintenant vers la Défense.

17 Maître Altit, vous avez la parole.

18 M^e ALTIT : Merci, Madame le Président.

19 Madame le Président, je vais essayer de terminer à... à 17 h. Si je m'aperçois que je
20 risque de déborder de quelques minutes à peine, deux, trois minutes, avec votre
21 permission, je continuerai. Et si je m'aperçois que je risque de déborder plus, alors,
22 je m'arrêterai au moment pile. Merci.

23 Par ailleurs, nous allons nous partager le... notre temps de parole, M^e Bahi Baroan
24 et moi-même. M^e Baroan fera une courte intervention à l'issue de la mienne. Et
25 enfin, le président Gbagbo interviendra. Et je crois que c'est... ce sera après la
26 pause.

27 Madame le Président, Madame, Monsieur les juges, tout d'abord, je voudrais faire
28 quelques brèves remarques sur l'intervention de l'Accusation.

1 Le Procureur s'en est pris à notre thèse. Ce n'est pas notre rôle, à ce stade, de
2 porter une thèse. La charge de la preuve repose sur les épaules du Procureur, pas
3 de la Défense. Ne nous trompons pas de rôle, l'Accusation doit étayer ses
4 allégations ; c'est son rôle.

5 À ce propos, il est, du point de vue de la Défense, étrange qu'elle se serve de
6 conclusions finales pour tenter de répondre à la Défense, plutôt que de démontrer,
7 une fois pour toutes, la solidité de sa preuve. Quant à *testis unus testis nullus*, si le
8 droit peut évoluer, le bon sens, lui, reste le bon sens. Surtout quand la qualité du
9 témoignage est peu élevée.

10 Sur P-0044, à l'évidence, il s'adapte aux interlocuteurs. Pour se faire une idée de ce
11 qu'il pense vraiment, pourquoi ne pas l'entendre ?

12 Enfin, sur la responsabilité, la Défense note la confusion grandissante dans les
13 choix de poursuite du Procureur, parce que la responsabilité, ce n'est pas la
14 responsabilité, c'est un choix, c'est une stratégie, c'est une politique, une logique.

15 Un dernier mot sur l'intervention de la représentante légale des victimes, qui, elle
16 aussi, s'est concentrée sur la preuve de la Défense, se muant en Procureur *bis*.

17 Madame le Président, Madame, Monsieur les juges, mon intervention pourrait
18 s'intituler « la recherche de la vérité », car, au fond, de quoi s'agit-il, à ce stade de
19 la procédure, après ces 10 jours d'audience ? Il s'agit de savoir si la réalité que le
20 Procureur a prétendu donner à... donner voir à la Chambre s'approche de la vérité.

21 La manière dont le Procureur a cru comprendre la crise ivoirienne a des
22 conséquences importantes. C'est sur la base de sa compréhension de la situation
23 que l'ouverture d'une enquête a été autorisée, qu'un mandat d'arrêt a été délivré
24 contre le président Gbagbo. C'est sa perception des rapports sur le terrain qui
25 explique le choix du Procureur de faire porter ses efforts contre les membres de
26 l'administration *Gbagbo* et de traiter les anciens rebelles, désormais au pouvoir,
27 avec mansuétude.

28 Jamais, jusqu'ici, cette vision n'avait été discutée en profondeur, la question

1 examinée dans sa globalité. Le Procureur pouvait exposer ses thèses sans crainte
2 d'être contredit ; faute de débat contradictoire, la Chambre n'a pas eu l'occasion
3 d'en jauger la pertinence, le bien-fondé.

4 Nous avons lors de cette audience, discuté chacun des présupposés du Procureur.
5 Chacun de ces raisonnements. Chacune de ses affirmations. Et les éléments de
6 preuve qu'il a présentés, et les conclusions qu'il en tire.

7 Il faut bien le constater, à l'issue de cet examen approfondi, il ne reste rien de sa
8 construction de départ. Tout l'édifice soigneusement construit s'est écroulé.
9 Pourquoi ?

10 Parce qu'il était bâti sur du sable, sur de fausses prémisses, des a priori, sur des
11 amalgames historiques, culturels et politiques. En d'autres termes, parce qu'il a été
12 construit à partir d'une grille de lecture des événements inadaptée. Inadaptée mais
13 combien confortable. Tellement confortable que l'Accusation s'est crue autorisée à
14 ne pas enquêter puisque le travail était, pensait-elle, déjà fait.

15 La démonstration du Procureur repose sur deux piliers. D'une part l'affirmation
16 de l'absence de troubles en Côte d'Ivoire avant les élections présidentielles de
17 2010.

18 D'autre part, le fait que ces élections auraient accouché d'un vainqueur
19 incontestable, un résultat que n'aurait pas accepté le président Gbagbo.

20 Sur la base de ces deux piliers, le Procureur prétend que le président Gbagbo,
21 désireux de conserver le pouvoir à tout prix, aurait réuni autour de lui, avant les
22 élections présidentielles de 2010, un petit groupe d'affidés partageant le même
23 dessein. Ensemble, ils auraient construit une stratégie visant à se saisir des
24 principaux rouages de l'État afin de transformer les institutions en outil pour se
25 maintenir au pouvoir.

26 Assurés de l'obéissance des forces de sécurité, il les aurait lancées à l'assaut des
27 manifestants pacifiques qui réclamaient le départ du président Gbagbo. Nous
28 avons examiné cette théorie sous différents angles au cours des débats. De notre

1 point de vue, la théorie de l'Accusation n'a pas survécu à l'examen et les piliers de
2 son argumentation se sont révélés fragiles.

3 Commençons par le sous-bassement du raisonnement.

4 Tout d'abord, l'Accusation ignore les différents coups d'État qui ont secoué la Côte
5 d'Ivoire et surtout le coup du 19 septembre 2002, qui a conduit à la partition et à la
6 mise en coupe réglée de la partie nord du pays, par les chefs rebelles suspectés des
7 crimes les plus graves.

8 Pour tous les observateurs, la crise postélectorale, n'est qu'une étape de ce conflit
9 et ne peut être comprise qu'à la lumière des troubles qui déchirent le pays depuis
10 les années 2000.

11 La crise postélectorale proprement dite se caractérise par la prise d'une partie
12 d'Abidjan par des forces rebelles infiltrées là, dès avant les élections et par
13 l'offensive d'autres troupes rebelles venant du nord, armées et équipées
14 notamment par la France et composées en grande partie de mercenaires étrangers
15 et de miliciens dozos.

16 Pourquoi le Procureur reste-t-il aussi discret quand il s'agit d'expliquer la présence
17 de ces forces à Abidjan et dans le sud du pays, leur organisation, les crimes atroces
18 qu'elles ont commis ?

19 Pourtant, l'on ne peut comprendre les événements que si l'on admet qu'il y avait
20 bien une guerre, et que le sud du pays a bien été envahi.

21 Ensuite, l'Accusation donne à voir le déroulement des élections de façon
22 réductrice. Dans l'espoir de parvenir à la paix au plus vite, le président Gbagbo a
23 accepté l'organisation d'élections alors même que la condition pour leur tenue, le
24 désarmement auquel les rebelles s'étaient pourtant engagés, n'était pas remplie.

25 Mais pour le président Gbagbo, ce qui comptait avant tout, était la réconciliation
26 nationale.

27 Ces élections ont été parfaitement préparées, les partis politiques, dont celui de
28 M. Ouattara, ont reçu des subventions, des temps d'antenne à la télévision ont été

1 distribués, les partis ont pu organiser des réunions des meetings. Le président
2 Gbagbo a demandé la présence d'observateurs internationaux, il a fait appel à de
3 grandes sociétés étrangères spécialisées pour réaliser le recensement de la
4 population et permettre la mise à jour des listes électorales.

5 L'Accusation n'explique pas pourquoi les fraudes — massives selon tous les
6 observateurs internationaux — ont eu lieu principalement dans le nord du pays et
7 se sont faites au détriment du candidat Gbagbo. Ne serait-ce pas plutôt que
8 l'adversaire du président Gbagbo lui, voulait ce saisir à tout prix du pouvoir. ?

9 Transformer la CEI en conseil constitutionnel *bis*, en violation des dispositions de
10 la constitution, ne révèle-t-il pas une volonté de se saisir à tout prix du pouvoir ?

11 Pourquoi prétendre que tout s'est passé parfaitement ?

12 Pourquoi reprocher au président Gbagbo d'avoir attendu que le conseil
13 constitutionnel, conformément à la constitution, se prononce ? Et comment lui
14 reprocher d'avoir accepté le verdict du conseil constitutionnel ?

15 Dès son élection, le président Gbagbo a nommé un gouvernement composé de
16 techniciens et de personnalités de la société civile. Pourquoi le porter au passif du
17 président Gbagbo ?

18 Surtout, il a proposé immédiatement le recomptage des voix, recomptage qui sera
19 obstinément refusé par le camp Ouattara.

20 Une simple analyse des bases de la démonstration du Procureur montre leur
21 fragilité. Le président Gbagbo a tout mis en œuvre. Les faits sont là, et les faits sont
22 têtus pour que les élections se fassent selon une règle démocratique, pourtant
23 déchiré par une guerre civile depuis 10 ans.

24 Devant ces faits irréfutables, c'est toute la démonstration du Procureur qui
25 s'écroule, la supposée intention du président Gbagbo, la supposée organisation sur
26 laquelle il se serait reposé ou encore les allégations d'ordres donnés et de réunions
27 tenues. L'intention est l'une des clés de voûte d'un procès pénal sans laquelle la
28 responsabilité d'un individu ne saurait être engagée.

1 L'intention supposée du président Gbagbo de rester au pouvoir ne tient très
2 difficilement que dans le cadre de la réalité dessinée par l'Accusation. Si ce cadre
3 se défait, si les piliers du raisonnement tombent, alors, cette prétendue intention
4 tombe de fait.

5 Pourquoi un tel homme, qui a lutté toute sa vie pour la démocratie — et c'est à lui
6 que la Côte d'Ivoire doit le multipartisme —, changerait-il soudainement
7 d'attitude ?

8 Notez la cohérence de son comportement pendant les 10 ans de sa présidence, sa
9 volonté permanente de dialogue.

10 Voilà un homme qui n'a cessé de vouloir la réunification pacifique du pays, qui
11 pour parvenir à la paix, a nommé dans ses gouvernements des ministres rebelles,
12 jusqu'à Guillaume Soro, le chef de la rébellion, nommé Premier ministre, a donné
13 aux rebelles une place au sein des forces armées, leur a garanti une présence
14 politique, les a traités comme des interlocuteurs privilégiés, a préparé, malgré les
15 conseils d'observateurs avisés, des élections, est parvenu à les organiser malgré un
16 contexte très difficile, a fait campagne, et était donné vainqueur par les sondages ;
17 et cet homme-là préparerait un soi-disant plan pour rester au pouvoir quelque
18 mois avant les élections ? Il existait des raisons légitimes de ne pas tenir cette
19 élection. Et donc de rester au pouvoir plus longtemps. En premier lieu, la situation
20 sécuritaire.

21 Vous conviendrez, dans ces conditions, que c'est un plan bien compliqué que le
22 président Gbagbo aurait mis en œuvre, alors qu'une solution bien plus simple
23 s'offrait à lui. Pour tenter de prouver que le président Gbagbo aurait voulu se
24 maintenir au pouvoir à tout prix, l'Accusation s'appuie sur un slogan de
25 campagne qui, d'après elle, révélait cette intention cachée « on gagne ou on gagne
26 ». Si elle avait interrogé ne serait-ce qu'un seul Ivoirien, elle aurait appris qu'il
27 s'agit d'une expression commune et ancienne en Côte d'Ivoire, devenu d'ailleurs
28 un slogan utilisé par l'équipe nationale de football, les Éléphants. Et vous aurez

1 noté que la chanteuse qui en a fait une chanson, était l'animatrice de la campagne
2 électorale d'Alassane Ouattara. Comment alors attribuer ce slogan au Président
3 Gbagbo ?

4 Le Procureur prétend ensuite, qu'un discours prononcé à Divo, le 27 août 2010
5 aurait été « annonciateur », sous-entendu de violences à venir, mais ce discours,
6 prononcé devant des officiers de police, portait sur les raisons de l'installation
7 d'une compagnie républicaine de sécurité — une CRS —, à Divo, il s'agissait de
8 rassurer les populations de la région, en proie à des actes de banditisme lors de
9 chaque traite de cacao. Les mises en garde du président s'adressaient donc aux
10 délinquants. C'est un discours comme tous les chefs de l'État, comme chaque
11 ministre de l'Intérieur en prononce régulièrement.

12 Vous noterez le procédé de l'Accusation. Systématiquement, sortir les faits de leur
13 contexte. Le Procureur prétend ensuite que le président Gbagbo aurait « préparé
14 les esprits », à de futures violences en désignant par avance les ennemis, en les
15 stigmatisant. Vous aurez noté qu'il est incapable de citer un seul discours de haine,
16 un seul propos dénigrant.

17 Il est obligé de se référer à ce même discours de Divo, et au fait que les
18 pro-Gbagbo auraient véhiculé un slogan de violence. « Il n'y a rien en face, c'est
19 maïs. »

20 Là encore, il s'agit d'une expression courante en Côte d'Ivoire, née à l'occasion
21 d'une émission de télé-réalité, et qui ne recèle de violence que dans l'esprit du
22 Procureur. Notons d'ailleurs que les chanteurs qui interprètent cette chanson, sont
23 majoritairement originaires du nord.

24 Passons à l'affirmation selon laquelle aurait existé une organisation occulte,
25 structurée, hiérarchisée, chargée de mettre en œuvre le dessein du maintien au
26 pouvoir.

27 Les débats ont montré qu'une telle organisation n'avait jamais existé. Alors, le
28 Procureur prétend que le président Gbagbo aurait installé autour de lui une petite

1 clique de fidèles.

2 L'Accusation prétend que plusieurs mois avant l'élection, le président Gbagbo
3 aurait posé les bases de l'organisation qui mettrait en œuvre sa politique d'attaque
4 contre les civils. Encore un fois, la réalité des faits ne cadre pas avec cette
5 affirmation. Pourquoi un homme qui prépare soigneusement une élection, qui sera
6 qualifiée de libre par tous les observateurs, agirait-il ainsi ?

7 L'Accusation en veut pour preuve qu'en août 2010, le président Gbagbo aurait
8 signé un décret relatif à la nomination de responsables militaires, renforçant ainsi
9 la position de militaires qui lui étaient, dit le Procureur, proches.

10 D'après elle, l'intention du président Gbagbo de rester au pouvoir, pourrait être
11 décelée à travers ses nominations. L'Accusation sous-entend que ces responsables
12 auraient fait partie d'une clique dévouée au président Gbagbo faisant passer leurs
13 intérêts politiques ou ethniques avant l'intérêt national. D'une part le Procureur
14 n'apporte aucune preuve au soutien de cette allégation. D'autre part, à l'examen,
15 elle se révèle fausse.

16 Des généraux ont bien été promus à un rang supérieur à cette époque, mais leurs
17 fonctions n'ont pas changé. Ils ont tous conservé le poste qu'ils occupaient depuis
18 des années.

19 Par conséquent, la hiérarchie militaire n'a pas été modifiée le moins du monde.
20 Enfin, et surtout, les généraux promus étaient de toutes origines.

21 Il convient de noter aussi que Guillaume Soro, à l'époque, était Premier ministre,
22 et que toutes les nominations de responsables civils ou militaires faisaient l'objet
23 d'un accord au moins tacite.

24 Enfin, la plupart de ces officiers de haut rang ont été promus ensuite par
25 Alassane Ouattara, dès son arrivée au pouvoir.

26 N'est-ce pas là le meilleur démenti apporté au Procureur ? Alassane Ouattara,
27 aurait-il promu des pro-Gbagbo ?

28 La réalité, c'est qu'il y avait d'un côté les forces de maintien de l'ordre d'un État

1 démocratique, de l'autre, des rebelles venus par colonnes du nord, pour beaucoup
2 Burkinabés, Maliens, Nigériens, membres de milices qui avaient terrorisé pendant
3 huit ans des populations du nord du pays. L'Accusation voit la preuve de
4 l'existence d'une telle clique dans le fait que Simone Gbagbo, la femme du
5 président, aurait tenu un rôle politique. Mais ce n'est pas une révélation, Simone
6 Gbagbo était une femme politique, militante de la démocratie, avant même de
7 rencontrer son mari.

8 Elle était député d'Abobo avant l'élection de son mari. Qu'elle ait eu des rapports
9 avec d'autres députés et avec des membres du gouvernement qui étaient membres
10 de son parti, quoi de plus naturel ? Le Procureur s'étonne de ses efforts pour
11 sensibiliser en mars 2011, les responsables du pays, au sort malheureux des
12 populations d'Abobo. C'était au lendemain du massacre commis par les forces
13 pro-Ouattara, le 4 mars 2011, dans le village d'Anouka Kouté à Abobo.

14 Il était normal qu'elle s'inquiète du sort de ses administrés et tente de pousser les
15 responsables du maintien de l'ordre à agir pour maintenir la paix.

16 Par ailleurs, il est remarquable que le Procureur soit incapable de rapporter le
17 moindre ordre du président Gbagbo qui aurait eu un caractère illégal, ou
18 discutable. Pas le moindre ordre de ce type émanant de gouvernement, pas le
19 moindre ordre à caractère répressif émanant des responsables militaires. Encore
20 moins d'ordres ayant pour but de réprimer ou d'attaquer les populations civiles.
21 Même lorsque les forces de l'ordre ont été attaquées, par exemple, lors de la
22 marche sur la RTI, le 16 décembre 2010, ou à Abobo en janvier et février 2011, les
23 ordres de la hiérarchie militaire n'ont été que défensifs.

24 Puisqu'il ne dispose d'aucun ordre qui accrédirait sa thèse, le Procureur tente de
25 convaincre la Chambre que les ordres du président Gbagbo étaient implicites,
26 résultant de la tenue de réunions.

27 Le fait que le président Gbagbo ait participé à des réunions lors desquelles et était
28 discutée la situation sécuritaire prouverait d'après lui son rôle dans la prétendue

1 répression, et donc sa volonté de se maintenir au pouvoir.

2 Notons qu'il est normal qu'un chef d'État joue son rôle, surtout en période de
3 guerre.

4 Les briefings réunissaient les responsables du maintien de l'ordre quelle que soit
5 leur couleur politique et leur ethnie. Il s'agissait d'informer le président de
6 l'évolution de la situation, comme dans toute démocratie sous le coup d'une
7 attaque. Concernant le rôle du président Gbagbo, lors de ces réunions, les
8 témoignages vont tous dans le même sens, le président écoutait, posait des
9 questions — ce qui prouve qu'il n'était pas à l'initiative des choses —, et s'en
10 remettait aux décisions des responsables du maintien de l'ordre, lesquels ont
11 ensuite été promus par Alassane Ouattara, rappelons-le.

12 Le problème du Procureur est simple. Il ne peut pas prouver l'intention. Il ne peut
13 pas prouver l'existence d'une organisation, quelle que soit la forme de cette
14 organisation. Il ne peut pas prouver que le président Gbagbo aurait donné de
15 quelconques ordres illégitimes. Alors il tente de contourner la difficulté en mettant
16 l'accent sur de soi-disant crimes, espérant que la nature de crimes dissimulera
17 l'absence de preuves. Mais pour ce faire, il est obligé de monter les accusations, et
18 leur énormité même fait apparaître leur caractère artificiel et construit.

19 La démonstration de l'Accusation est comme un château de cartes, la chute des
20 premières cartes entraîne les autres cartes. Les événements eux-mêmes prennent
21 alors une signification différente. Soulignons juste quelques points, les
22 quatre événements visés par le Procureur révèlent d'abord un *modus operandi*,
23 immuable : rassemblement de civils sous un prétexte quelconque, provocations et
24 tirs sur les forces de l'ordre, utilisation des civils comme boucliers humains, mise
25 en accusation des forces de maintien de l'ordre dans les médias internationaux.

26 À chaque fois, les autorités ivoiriennes ont été placées devant le fait accompli par
27 ceux qui étaient à l'origine des événements. Un mot à propos de la marche sur la
28 RTI. L'Accusation nous a dit, nous l'a répété tout à l'heure, que Guillaume Soro

1 aurait invité la population à prendre part à une marche pacifique, pour libérer la
2 RTI.

3 L'Accusation nous a dit, nous l'a répété tout à l'heure, que Guillaume Soro aurait
4 invité la population à prendre part à une marche pacifique, afin de libérer la RTI.
5 Pacifique. Vous voyez comment on peut changer facilement la réalité ? Nous
6 avons tous vu les extraits, nous avons tous entendu Guillaume Soro appelant ses
7 soldats à lancer l'assaut contre la RTI. Nous avons entendu Wattao, le chef
8 militaire, leur demander d'être prêts pour le jour J, le jeudi, avec tout leur
9 équipement militaire de combat.

10 Et vous vous souvenez les images de combats, entre les soldats rebelles surgis de
11 l'Hôtel du Golf, et les forces du maintien de l'ordre ?

12 Eh bien, le Procureur, lui, il n'a rien vu, rien entendu ou plutôt il n'a pas voulu
13 voir. Pourquoi a-t-il repris à son compte l'idée que les Forces de sécurité auraient
14 tiré sans discontinuer avec des armes de guerre sur des foules pacifiques, tout en
15 acceptant le chiffre de trois morts parmi les manifestants ? Trois morts dont nous
16 ne savons rien, ni leur identité ni s'ils étaient des combattants.

17 Les seuls morts identifiés, le 16 décembre, étaient des FDS attaqués à l'arme
18 lourde, et ne pouvant répondre, comme nous l'avons démontré, qu'avec des
19 moyens conventionnels.

20 Sur la marche des femmes, le Procureur avance que le 3 mars 2011, des forces de
21 sécurité loyales à M. Gbagbo ont utilisé des armes lourdes contre un groupe
22 d'environ 3 000 femmes qui manifestaient.

23 Rappelons d'abord que ce que nous avons démontré et prouvé : à Abobo le
24 3 mars, il n'y a plus de forces de maintien de l'ordre, elles ont été évacuées, à
25 l'exception des éléments assiégés au camp Commando. Ce qu'avance l'Accusation
26 concernant la raison d'être de cette marche « organiser une manifestation des
27 femmes en pensant que les forces pro-Gbagbo ne pourraient pas tirer sur des
28 femmes », est donc faux puisqu'il n'y a plus de force de maintien de l'ordre et qu'à

1 Abobo, le 3 mars, les véhicules des FDS ne peuvent circuler sans être attaqués à
2 l'arme lourde.

3 À l'appui de la thèse du massacre, le Procureur nous présente une vidéo, faite de
4 bric et de broc, de morceaux disparates, juxtaposés, sans lien les uns avec les
5 autres. Il est possible de distinguer au moins trois parties différentes : la prise de
6 vue d'un groupe de femmes du RDR, quelques dizaines, et non les
7 3 000 annoncées. On voit d'ailleurs aussi des hommes. Deuxièmement, des
8 véhicules blindés passant rapidement sur une grande route, sans que l'on puisse
9 savoir si c'est au même moment ou au même endroit que se déroule le
10 regroupement des femmes. Il est intéressant de noter qu'il n'y a pas de signe de
11 combat. Et troisièmement, une femme censément morte, qui se relève et qui se ré-
12 allonge apparemment, sous les ordres d'un homme.

13 Est-ce bien cela, la preuve du Procureur ? Est-ce avec des éléments aussi
14 discutables qu'il veut vous convaincre, qu'il veut nous convaincre ? Avec un
15 montage aussi grossier ?

16 Ces manipulations si elles étaient prises en considération par la Chambre
17 porteraient gravement atteinte à la crédibilité de la Cour.

18 Quant aux bombardements du marché d'Abobo, l'Accusation nous dit qu'entre le
19 13 et le 22 mars 2011, il y aurait eu répression à l'arme lourde, à Abobo, et
20 notamment le 17 mars 2011. Elle insiste « pendant tout le mois de mars, Abobo
21 essuyait de lourds tirs d'artillerie venant des forces pro-Gbagbo ». Les témoins,
22 dit-elle, ont décrit que les obus pleuvaient sur Abobo.

23 De quelle position ? Avec quelles armes ? Pour quel bilan ? Nous n'en savons rien.
24 Ce n'est pas ici le point. Le point c'est que faute de produire un quelconque
25 élément de preuve vérifiable et vérifié, sur ce prétendu bombardement
26 ininterrompu, l'allégation de l'Accusation tombe d'elle-même.

27 L'Accusation vous dit : « le 17 mars, aucune cible militaire, aucun combattant armé
28 n'était présent dans les quartiers bombardés ». Nous savons que cette affirmation

1 est fausse, Abobo était le théâtre de luttes entre factions armées Pro-Ouattara, le
2 théâtre de pillages, quant au camp Commando, il était assiégé et régulièrement
3 attaqué. Le fait que l'Accusation ne le relève pas est d'autant plus
4 incompréhensible que l'un de ses témoins mentionne une attaque contre les
5 soldats du camp Commando, le matin même. Il est tout à fait clair qu'ici encore,
6 l'Accusation privilégie une thèse au détriment d'une autre, sans enquête. Et il n'y a
7 d'ailleurs ni expertise balistique, ni relevé d'impacts, ni vérification des documents
8 de marche des unités militaires, ni relevé de l'armement dont elle disposait, rien
9 de tangible.

10 Quant aux événements de Yopougon, il convient de rappeler qu'ils se sont
11 produits dans un contexte particulier que semble vouloir ignorer le Procureur.
12 Celui de la bataille entre les FRCI qui tentent de pénétrer le quartier et les
13 habitants qui tentent de le défendre. L'Accusation le dit elle-même, les rebelles
14 sont arrivés à Yopougon le 31 mars 2011. Sont-ils restés l'arme au pied, ceux qui
15 s'étaient livrés à une longue litanie de massacres, de viols, de pillages tout au long
16 de la route sanglante qui les a menés du nord vers Abidjan ?

17 À qui s'en sont-ils pris ces rebelles ? Aux habitants. Et ceux-ci se sont barricadés
18 pour défendre les leurs, vieillards, femmes et enfants. Voilà la vérité, documentée,
19 vérifiée qui est l'exact contraire de ce qu'avance le Procureur.

20 Dans ce contexte particulier, vouloir lier les incidents de Yopougon à un
21 quelconque plan n'a aucun sens. En quoi le président Gbagbo pourrait-il être tenu
22 pour responsable des attaques des FRCI contre les habitants ?

23 Un mot maintenant sur l'absence de lien entre le président Gbagbo et les crimes
24 allégués.

25 Pour tenter de prouver le contrôle du président Gbagbo sur les FDS, l'Accusation
26 transforme une cérémonie républicaine, au lendemain de la proclamation par le
27 conseil constitutionnel de la victoire du président Gbagbo, en réunion occulte.

28 Pour tenter de prouver que le président Gbagbo aurait ordonné des attaques

1 contre les populations d'Abobo, l'Accusation en est réduite à mentionner une
2 réunion qui aurait eu lieu à la fin du mois de février 2011, avec des responsables
3 du maintien de l'ordre, lors de laquelle le président Gbagbo aurait indiqué qu'il
4 convenait de conserver Abobo. L'Accusation prétend qu'il s'agissait-là d'un ordre
5 implicite de bombarder les populations civiles. Et c'est ainsi qu'elle tente de nouer
6 un lien entre le président Gbagbo d'une part... et d'une part la marche des femmes
7 du 3 mars 2011, d'autre part, le bombardement du marché ; deux événements
8 rappelons-le, pour le moins discutables. Comment peut-on se livrer à une
9 interprétation aussi hasardeuse ?

10 C'est là un bon exemple de la méthode du Procureur : à partir d'un fait avéré, il
11 était normal que le président Gbagbo tienne des réunions avec les responsables du
12 maintien de l'ordre dans une période aussi délicate, il parvient à des conclusions
13 particulièrement fragiles, sautant nombre d'étapes logiques. En réalité, il ne s'agit
14 toujours que d'affirmations qui ne valent que ce que valent les affirmations. Y a-t-il
15 eu ici un ordre d'attaquer la population ? Non. Une offensive a-t-elle été
16 organisée ? Non. Rappelons qu'il s'agit ici de réinstaurer la légalité républicaine, et
17 de préserver les populations soumises aux pires exactions par les bandes pro-Soro
18 et le Commando invisible. C'était bien le devoir du président que de s'intéresser
19 au cruel destin des habitants d'Abobo.

20 Madame le Président, je crois que je vais m'arrêter là pour l'instant, et je reprendrai
21 tout à l'heure.

22 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT FERNÁNDEZ DE GURMENDI : Je vous remercie.

23 Nous allons suspendre pour 30 minutes, et nous reprendrons l'audience à 17 h 30.

24 M. L'HUISSIER : Veuillez vous lever.

25 *(L'audience publique, suspendue à 17 h 03 est reprise à 17 h 31)*

26 M. L'HUISSIER : Veuillez vous lever.

27 Veuillez vous asseoir.

28 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT FERNÁNDEZ DE GURMENDI : Maître Altit, vous

1 avez la parole.

2 M^e ALTIT : Merci, Madame le Président.

3 Le fond des accusations du Procureur comprend, en filigrane, la discrimination
4 ethnique.

5 Là encore, il ne fait que reprendre les accusations du camp Ouattara, formulées au
6 moment de la crise, pour sensibiliser la communauté internationale à la prétendue
7 injustice qui lui était faite.

8 Aujourd'hui, utiliser cet argument permet de justifier le caractère exclusivement
9 ethnique de toutes les nominations actuelles dans l'administration et dans les
10 grandes entreprises. C'est ce que l'administration Ouattara appelle avec candeur
11 « le rattrapage ».

12 De discrimination, il n'y en a... il n'y en a jamais eu en Côte d'Ivoire pendant la
13 période du président Gbagbo. Nous l'avons déjà vu pour les chefs militaires, cela
14 est vrai aussi pour les troupes, les FDS étaient composées de soldats de toutes
15 origines.

16 Quant au président Gbagbo, il était entouré d'Ivoiriens de toutes ethnies, de toutes
17 confessions, de toutes appartenances. Non seulement n'y a-t-il pas eu
18 discrimination, mais encore, depuis son élection à la présidence, le président
19 Gbagbo a-t-il tout fait pour lutter contre les discriminations.

20 Plus, même, après le coup d'État de septembre 2002 et la partition du pays, il
21 essaiera de parvenir à la réunification du pays en nommant des ministres, proches
22 des rebelles, attribuant à ses opposants des ministères essentiels comme la Défense
23 ou les Affaires étrangères, et nommant en 2007 le chef de la rébellion, Guillaume
24 Soro, Premier ministre.

25 Et c'est le président Gbagbo qui a permis à Alassane Ouattara d'être candidat à la
26 présidence de la République, en revenant sur des dispositions qui interdisaient à
27 ceux nés à l'étranger, de parents étrangers, de se présenter.

28 Il ressort de ce qui précède que le Procureur n'a pas prouvé qu'il aurait existé une

1 organisation et une structure mise en place par le président Gbagbo afin de mettre
2 en œuvre un quelconque plan commun pour rester au pouvoir par tous les
3 moyens. Le Procureur n'a pas trouvé d'éléments probants pour corroborer sa
4 version des quatre événements qu'il invoque au soutien de ses charges. Le
5 Procureur n'a pas prouvé d'intention du président Gbagbo ou de lien avec les
6 crimes allégués.

7 En définitive, le Procureur n'a pas présenté de preuves suffisantes donnant des
8 motifs substantiels de croire que le président Gbagbo aurait commis un
9 quelconque crime.

10 Que reste-t-il du dossier qui vous a été présenté par le Procureur ? Rien.

11 Et c'est d'ailleurs pourquoi le Procureur, tout à l'heure, s'est concentré, dans ce qui
12 devait être la conclusion de sa preuve, sur les preuves de la Défense, parce que la
13 Défense a donné à voir une autre réalité.

14 Pour la première fois, il vous a été donné d'écouter une autre version des faits. La
15 réalité est apparue, peu à peu. Du contraste entre les deux discours est née une
16 forme de plus en plus apparente, jour après jour, celle de la réalité qu'on tentait
17 jusque là d'occulter.

18 C'était le devoir de l'Accusation de tout faire pour donner à la Cour l'image la
19 moins déformée possible de la réalité. C'est pour cela qu'elle est censée enquêter ;
20 pour donner au juge tous les éléments utiles. Et c'est pourquoi elle est censée
21 enquêter à charge et à décharge.

22 A-t-elle enquêté à décharge ? Non. Nous l'avons démontré au cours des débats.
23 Elle n'a utilisé aucun des nombreux éléments qui innocentent le président Gbagbo.
24 Plus, même, elle ne les a transmis à la Défense qu'au dernier moment, et ce parmi
25 une masse immense de documents.

26 Elle s'est contentée, et nous l'avons montré, de reprendre sans les vérifier des
27 éléments disparates, d'origines diverses, articles de journaux, rapports d'ONG. Et
28 lorsqu'elle a interrogé les acteurs, elle ne semble pas avoir pris garde aux

1 incohérences, aux contradictions, au flou de leurs déclarations.

2 Nous sommes-nous rapprochés de la vérité en écoutant l'Accusation ? Non. Nous
3 nous en sommes même éloignés, car la réalité qu'elle nous a dépeinte est une
4 réalité fantasmée.

5 Le drame qu'a connu la Côte d'Ivoire ces 10 dernières années a été occulté. Les
6 tentatives de coups d'État ne sont pas mentionnées, les assauts constants des
7 rebelles contre le pouvoir central sont niés. La partition du pays, le nord de la Côte
8 d'Ivoire mis en coupe réglée, les extorsions, les pillages et les meurtres à grande
9 échelle sont passés sous silence. Les tentatives du président Gbagbo pour arriver à
10 la réconciliation sont oubliées. Les fraudes massives au nord du pays, lors du
11 second tour des élections présidentielles sont, elles aussi, oubliées.

12 Le coup de force d'Alassane Ouattara contre le conseil constitutionnel est
13 transformé en procédure légale. Et tout cela pourquoi ? Pour pouvoir accuser le
14 président Gbagbo d'être à l'origine de la crise postélectorale de 2010. Et
15 nécessairement, pour l'accuser, il fallait construire une autre réalité.

16 C'est à vous, Madame le Président, Madame, Monsieur les juges, qu'il
17 appartiendra de rappeler à tous qu'il ne peut y avoir de justice sans vérité.

18 Le fait de n'avoir pas, ou peu, enquêté, est d'autant plus grave que c'est sur les
19 épaules du Procureur que repose la charge de la preuve, pas sur celles de la
20 Défense. La Défense n'est pas tenue, ici, d'apporter des preuves contraires, à ce
21 stade de la procédure. Elle doit montrer que les éléments présentés par le
22 Procureur au soutien de son argumentation ne sont pas suffisants pour justifier
23 une confirmation des charges.

24 L'Accusation se paie de mots. Nous avons, nous, à nous intéresser aux faits. Les
25 faits découlent de la réalité. Et la réalité, elle est là, sous nos yeux. Ce n'est pas celle
26 qui a été décrite de façon biaisée par le Procureur. Prenez-en acte, tirez-en toutes
27 les conséquences, et ne confirmez pas les charges contre le président Gbagbo.

28 Ce sera justice, et ce sera le meilleur moyen d'œuvrer à une réconciliation

1 nationale en Côte d'Ivoire.

2 M^e Baroan va prendre la suite.

3 M^e BAROAN : Madame la Présidente, Honorables juges, la rébellion de 2002 et la
4 crise dite postélectorale de 2010 sont des événements dont les faits ne m'ont pas
5 été racontés après coup.

6 Par ailleurs, à Abidjan, j'habite un quartier qui se trouve entre le zoo et le quartier
7 Abobo Samaké. Je pense que ces références pourront permettre à l'Accusation, et à
8 la représentante légale des victimes, de deviner où cela se trouve.

9 Alors, les zones (*phon.*) des populations qui fuient les atrocités, c'est sous mes
10 yeux.

11 Les jeunes gens qui tombent, les personnes égorgées ou brûlées vives, ce n'est pas
12 des vidéos pour moi ; des femmes violées qu'il faut rassurer, ne relèvent pas des
13 faits divers.

14 Tout ce vécu, notre passé et notre présent à nous, population de Côte d'Ivoire.
15 L'avenir de nos enfants, tous ces éléments m'imposent l'indécence, sinon la
16 décence de ne pas faire de la question des victimes un débat d'un match en coupe
17 Davis ou d'un championnat de ping-pong.

18 Mais je voudrais simplement relever trois points et dire que le village d'Anouka
19 Kute, est un village attenant à Abobo. Dans ce village, les 6 et 7 mars 2011, donc
20 dans la période qui est ici prise en compte, les populations ont été attaquées, et la
21 plupart des victimes tuées étaient des Ébrié, la représentante légale des victimes
22 a-t-elle des Ébrié dans sa liste ? Je dis tout de suite non, si j'en crois la liste qu'elle-
23 même a bien voulu nous lire tout à l'heure des origines des victimes.

24 Je le dis et je le répète, en Côte d'Ivoire, les populations ne vivent pas parquées par
25 groupes ethniques dans les quartiers.

26 C'est vrai, il y a des quartiers où des groupes sont dominants, mais le système des
27 cours (*phon.*) communes (*phon.*) en Côte d'Ivoire et la transportation de nos
28 coutumes villageoises en ville, les oblige à vivre en communauté quelles que

1 soient les origines des groupes qui constituent la population dans la cour (*phon.*)
2 commune.

3 Donc, le miracle qui consiste à n'avoir qu'un seul groupe ethnique ou que des
4 membres d'un seul camp, tués dans une attaque systématique en Côte d'Ivoire, est
5 un miracle possible par l'opération de l'Accusation et de la représentante légale
6 des victimes, mais c'est, hélas, un miracle qui est un drame pour la Côte d'Ivoire.

7 Madame la Présidente, Madame, Monsieur les juges, je voudrais continuer mon
8 propos sur des choses beaucoup plus générales pour vous dire qu'après ces
9 30 heures d'audience, les Ivoiriens, toutes ces personnes qui tressaillent au nom
10 Côte d'Ivoire, les Africains ou des non africains qui pleurent l'Afrique au travers
11 de la douloureuse histoire de la Côte d'Ivoire sont, à la fin de notre audience, entre
12 tristesse et espoir.

13 Tristesse devant une accusation qui déforme l'histoire pourtant bien récente.
14 L'histoire de la Côte d'Ivoire, l'Accusation en a fait une caricature qui ne lui a pas
15 permis de pouvoir saisir les enjeux et de comprendre la réalité dans la crise dans
16 ce pays.

17 Certes, on me dira que, dans ce prétoire, pour aujourd'hui, c'est Laurent Gbagbo
18 qui est concerné par la procédure, mais faut-il le rappeler, le droit pénal et toute
19 discussion relative à des charges pénales ne se nourrissent que de la réalité du
20 terrain traité. En déformant les faits, l'Accusation ne peut présenter un dossier de
21 qualité à votre Cour.

22 Madame la Présidente, Madame, Monsieur les juges, actuellement, en Côte
23 d'Ivoire, se chante un hymne, l'hymne à la réconciliation. Dans cet hymne, la
24 justice judiciaire ou juridictionnelle est présentée comme l'élément incontournable
25 et préalable.

26 Alors, peut-on rendre justice en faisant fi de la réalité ?

27 La réponse est évidemment non. La réconciliation, je vais vous dire, en Côte
28 d'Ivoire, ce qu'on attend de la réconciliation, c'est l'écoute de tous, car dans cette

1 histoire, chacun veut être entendu dans sa détresse pour repartir, grâce au
2 dialogue et regarder ensemble avec les autres pour la construction de la Côte
3 d'Ivoire.

4 Une histoire trahie ouvre, on l'a déjà indiqué, à de nouvelles violences parce
5 qu'elle nie la souffrance des victimes et n'identifie pas les vraies causes du conflit
6 pour en résoudre les problèmes posés.

7 Dans ces conditions, peut-on se reconstruire et construire ensemble ?

8 Comme vous le voyez, la réconciliation ne peut se faire que si la vérité est
9 respectée, et c'est le respect de la vérité qui fait la justice.

10 Est-ce la vérité de la Défense qui doit, comme un clair de lune sur la plaine, doit
11 dissiper la nuit des allégations du conte d'hiver de l'Accusation ?

12 Madame la Présidente, Honorables juges, à cette interrogation, les populations de
13 Côte d'Ivoire et d'ailleurs, les amis de la Côte d'Ivoire répondent avec espoir, la
14 lumière triomphe toujours des ténèbres, et quelle que soit la longueur de la nuit, le
15 jour finit par se lever.

16 Je vous remercie.

17 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT FERNÁNDEZ DE GURMENDI : Maître Altit.

18 M^e ALTIT : Merci, Madame le Président.

19 Le président Gbagbo voudrait s'adresser à la Chambre.

20 M. GBAGBO : Madame la Présidente, Madame et Monsieur les juges, j'ai suivi ces
21 débats, j'ai entendu beaucoup de choses. Certaines fois, je me suis retrouvé en Côte
22 d'Ivoire, mais d'autres fois, je m'en suis trouvé tellement éloigné. D'autres fois, je
23 m'en suis trouvé tellement éloigné, tellement les questions qu'on posait étaient
24 loin de ce que nous avons vécu, et je me suis dit : « Pourquoi, dans la justice
25 moderne, y a-t-il des camps retranchés, parce que sur beaucoup de questions,
26 aussi bien l'Accusation que la représentante des victimes, que vous-mêmes, vous
27 auriez pu m'appeler, j'aurais pu donner des informations, ne serait-ce que des
28 informations que vous auriez pu vérifier après, mais pour fluidifier le

1 raisonnement. J'aurais pu dire beaucoup de choses sur des petites questions. Par
2 exemple, quand on dit : « il a signé un papier pour déployer l'armée ».

3 Jamais. J'ai signé un décret pour que tous les FDS soient mobilisés. Mais c'est une
4 pratique qui date de 1961, qui date de l'époque où l'armée a été créée. Le chef de
5 l'État peut, en cas de troubles, signer un décret... parce que la police, c'est la police,
6 ensuite, il y a la gendarmerie ; mais si ces deux forces sont totalement submergées,
7 elles peuvent appeler l'armée en renfort.

8 Et donc, pour ça, le président de la République signe un décret qu'il donne aux
9 différents chefs. C'est à eux de l'utiliser... l'armée, ou de ne pas l'utiliser ; ça
10 dépend de ce qu'ils pensent de la situation.

11 Donc, c'est des choses pratiques, comme ça, et petites, qu'on aurait pu expliquer.

12 Quand le chef des FDS est venu me dire : « Ah ! La situation à Abobo, il y a les
13 soldats de IB, je pense que c'est eux, les... le Commando invisible, donc on ne sait
14 pas comment ça va aller. ».

15 J'ai dit : « Qu'est-ce qu'on fait ? » Il dit : « Bon, signez toujours un décret et puis on
16 va garder ça, et si on n'en a pas besoin, on n'en a pas besoin, mais si on en a
17 besoin... »

18 Donc, il y a plein de choses, comme ça, et puis, il ne faut pas me donner des
19 paroles que je n'ai pas. Je crois qu'on veut faire, comme souvent en Afrique, et
20 comme en Europe, pour dire « les Africains, c'est comme ça, ils gouvernent ». Je ne
21 gouverne pas avec ma famille.

22 Moi, je suis chef de l'État, président de la République.

23 Ma femme, elle est députée, et Kadet n'est pas mon neveu. Le mot « neveu » est un
24 mot français. Il y a des neveux, ici, qui sont dans cette salle. Mais Kadet n'est pas
25 mon neveu. Il a été ministre de la Défense, ministre délégué à la Défense. Et il
26 était mon conseiller.

27 Je ne gouverne pas avec ma famille. Peut-être que ça se fait comme ça ailleurs en
28 Afrique, mais pas en Côte d'Ivoire au temps de Gbagbo.

1 Ça... c'est-à-dire, il y a des petites choses comme ça, qu'on aurait pu éviter. Ça
2 alourdit pour rien l'atmosphère et ça nous empêche d'aller immédiatement au
3 fond du problème.

4 Madame la Présidente, toute ma vie, et ça, ça se sait non seulement en Côte
5 d'Ivoire, mais dans toute l'Afrique, et dans toute la France politique — dans toute
6 la France politique —, j'ai lutté pour la démocratie.

7 J'ai demandé à mes avocats, la semaine dernière, je leur ai dit que je voulais vous
8 envoyer... vous amener tous les livres que j'ai écrits sur mon parcours. Ils ont
9 dit : « C'est trop tard pour introduire ces livres-là ». Mais quand on aura tout fini,
10 quel que soit le résultat, quel que soit ce que vous décidez, j'enverrai un lot des
11 livres de Gbagbo au Bureau du Procureur. Je vous enverrai un lot des livres de
12 Gbagbo. Parce qu'en fait, c'est ça, l'homme, il marche, il marche, mais il laisse des
13 traces sur le chemin qu'il parcourt, comme ça, on peut le retrouver.

14 J'ai lutté pour la démocratie, et c'était au moment où nous ne savions même pas si
15 le mur de Berlin allait s'écrouler. Nous ne savions pas ça.

16 Donc, on luttait avec un courage, mais on était convaincus que nous-mêmes on
17 n'allait pas voir la démocratie triompher.

18 Mais le mur de Berlin s'est écroulé et nous a aidés à gagner la victoire du
19 multipartisme et de la démocratie.

20 Alors, c'est pourquoi je voudrais simplement dire, et je ne veux pas aller plus loin,
21 je voudrais seulement dire que la Procureure... M^{me} la Procureure — puisque ça
22 existe maintenant en français, on met... on met un « e » à la fin —, M^{me} la
23 Procureure a dit une phrase qui m'a un peu choqué, en disant que nous ne
24 sommes pas là pour... pour voir qui a gagné les élections et qui ne les a pas
25 gagnées.

26 Mais on ne peut pas parler... on ne peut pas débattre de la crise postélectorale, et
27 ne pas savoir comment les élections se sont passées. Qui a gagné les élections ?
28 Parce que c'est celui qui ne les a pas gagnées qui a semé le trouble.

1 Je crois que c'est ça, la logique.

2 Donc, la question est là. Qui a gagné les élections ? Et donc, quand je demandais
3 qu'on recompte les voix, ce n'était pas une phrase en l'air.

4 Vous avez vu vous-même les documents dont dispose l'Accusation et sur lesquels
5 les voix des électeurs sont répertoriées, on a vu que, dans la seule ville de Bouaké,
6 on a ajouté 100 000 voix à mon adversaire.

7 Donc, Madame, c'est... c'est ça, le fond de la question. C'est ça, le fond de la
8 question.

9 On nous a attaqués en 2002, j'ai fait mon travail, c'est-à-dire que je n'ai jamais cru
10 que la Côte d'Ivoire allait s'en sortir par la guerre. J'ai jamais cru ça.

11 J'ai toujours cru qu'on s'en sortirait par la discussion. Même si je sais qu'ils ont tort,
12 mais pour s'en sortir, j'ai toujours cru à la discussion. Alors, j'ai parcouru toute
13 l'Afrique.

14 On a fait les négociations de Lomé. Ils ont fait les négociations de Marcoussis et de
15 Kleber, mais ça, je laisse ça de côté parce que c'est...

16 Nous avons fait les négociations d'Accra I, Accra II, Accra III, sous la présidence
17 de John Kufuor. Nous avons fait les négociations à partir de juin 2005, de
18 Pretoria I et de Pretoria II sous la présidence de... de Thabo Mbeki.

19 Nous avons tout fait. Nous avons tout fait. Nous avons tout fait pour que la
20 discussion avance. C'est à Pretoria, c'est à Pretoria que j'ai demandé à Thabo
21 Mbeki de m'aider à trouver une solution légale pour qu'Alassane soit candidat
22 parce que ça empoisonne la situation. C'est à Pretoria, en 2005.

23 Nous nous sommes retrouvés, Thabo Mbeki, Konan Bédié, Ouattara et moi-même.
24 J'ai demandé à Ouattara de faire la traduction... de faire la traduction entre
25 Thabo Mbeki et moi. C'est là que je leur ai dit que ça ne me gênait pas que
26 Ouattara soit candidat. Mais comme mon électorat aussi est là, donc, il faut que
27 Thabo Mbeki nous écrive, à nous tous, à Abidjan, pour qu'après, je puisse prendre
28 une décision.

1 Je ne mets pas l'article 48 dans (*phon.*) la constitution ; c'est comme l'article 16 de la
2 constitution française, ça donne énormément de pouvoir. Mais ce jour-là, j'ai pris
3 l'article 48 de la constitution et j'ai permis à Ouattara et à Bédié... Konan Bédié
4 d'être candidats.

5 Donc, Madame, voilà ce que je voulais vous dire. Voilà ce que je voulais vous dire.
6 Nos pays, nos États, nos États — et ce sera mon dernier point — sont fragiles. Nos
7 États sont fragiles. Et chaque fois qu'un chef d'État européen ou occidental me
8 disait : « Faites la démocratie en Afrique », je lui disais : « Nous avons besoin de la
9 démocratie, non pas parce que vous, vous le dites, mais parce que nous-mêmes,
10 nous en avons effectivement besoin pour construire nos États. ».

11 Madame, regardez la Côte d'Ivoire. Si nous n'employons pas la démocratie,
12 comment nous allons choisir le chef de l'État ?

13 Il y a, à l'est, adossés à la frontière ghanéenne, les Akan, qui ont un mode à eux
14 pour choisir leurs chefs de village ou de canton ou... ou leur roi ; nous avons, à
15 l'ouest, un pouvoir éparpillé ; nous avons, au nord, les Malinké islamisés, qui se
16 regroupent autour des mosquées, et à côté d'eux, les Senoufo, qui se retrouvent
17 dans les bois sacrés. Quel mode électoral allons-nous prendre ? Donc, la
18 démocratie nous aide, parce qu'elle fait *tabula rasa* de tout cela, et elle donne à
19 chaque individu, considéré comme citoyen, une voix.

20 C'est pourquoi je me suis engagé dans la lutte pour la démocratie. Et puis nous,
21 qui venons de familles très modestes, s'il n'y a pas la démocratie, jamais on
22 n'aurait de postes élevés. Moi, les gens avec qui j'ai été à l'école, quand j'ai été élu
23 président, j'étais... Ils n'étaient pas étonnés, parce qu'ils savaient mon engagement,
24 mais ils sont venus me saluer pour saluer... pour saluer mon courage, parce que je
25 n'étais pas le plus aidé, je n'étais pas le plus intelligent, je n'étais pas le plus riche,
26 je n'étais pas... Donc, nous avons besoin de la démocratie, Madame.

27 Mais la démocratie, ce n'est pas seulement le vote, c'est qui dit le vote, qui dit le
28 résultat du vote. C'est ça, aussi, la démocratie.

1 Quand on s'en va prendre une nuit, le président de... de... du groupement
2 électoral, qu'on l'emmène dans le QG électoral d'un candidat, qu'on invite une
3 télévision étrangère, on lui dit de parler et on le filme et on diffuse ça dès le
4 lendemain matin, ce n'est pas très démocratique, ça, ce n'est pas la démocratie.

5 La démocratie, c'est le respect des textes, à commencer par la plus grande des
6 normes en droit, qui est la constitution.

7 Qui ne respecte pas la constitution n'est pas démocrate.

8 Madame, c'est parce que je respecte... j'ai respecté la constitution qu'on veut
9 m'amener ici. Alors, bon, je suis là, mais je compte sur vous. Et je compte sur vous
10 parce que je souhaite que tous les Africains, tous les Africains qui me soutiennent
11 et qui sont tout le temps ici, devant la Cour, devant la prison, qui sont dans leurs
12 pays, en train de manifester, en train de marcher, tous ces Africains-là, qu'ils
13 comprennent que le salut pour les États africains, c'est le respect des constitutions
14 que nous nous donnons, et des lois qui en découlent.

15 Je vous remercie, Madame.

16 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT FERNÁNDEZ DE GURMENDI : Je vous remercie,
17 Monsieur.

18 Ceci conclut les observations finales. La Chambre a déjà annoncé que les parties et
19 le représentant légal commun des victimes doivent avoir la possibilité de
20 présenter des observations écrites, en rapport avec les questions examinées au
21 cours de cette audience de confirmation des charges.

22 À ces fins, la Chambre décide que le Procureur et le représentant légal commun
23 des victimes doivent présenter leurs observations au plus tard le 14 mars 2013.

24 La Défense, quant à elle, doit présenter ses observations écrites au plus tard le
25 28 mars 2013.

26 La Chambre souligne que les parties et le représentant légal commun des victimes
27 doivent limiter ces observations aux points qui ont été discutés lors de l'audience.

28 En ce qui concerne l'extension des observations écrites, les parties et participants

1 peuvent présenter un document de... jusqu'à 40 pages.

2 En outre, la Chambre tient à informer les parties et les participants qu'elle rendra
3 sa décision dans un délai de 60 jours, conformément à la norme 53 du Règlement
4 de la Cour, à compter de la date de réception des observations écrites finales de la
5 Défense.

6 Et ceci conclut la dernière session de l'audience de confirmation des charges dans
7 cette affaire.

8 Je tiens à remercier les participants et les parties, les interprètes et les
9 sténographes.

10 L'audience est levée.

11 M. L'HUISSIER : Veuillez vous lever.

12 (*L'audience est levée à 18 h 09*)